



Unédic

L'Assurance chômage française

PRÉSENTATION INVESTISSEURS

Décembre 2024



SOMMAIRE

- 1 La France en quelques chiffres**
- 2 Présentation de l'Unédic**
- 3 Perspectives économiques de la France**

- 4 Prévisions financières**
- 5 Stratégie de financement**
- 6 Obligations Sociales**

1

La France en quelques chiffres

- L'emploi en France
- Les demandeurs d'emploi couverts par l'Assurance chômage

Unédic



L'emploi en France

1

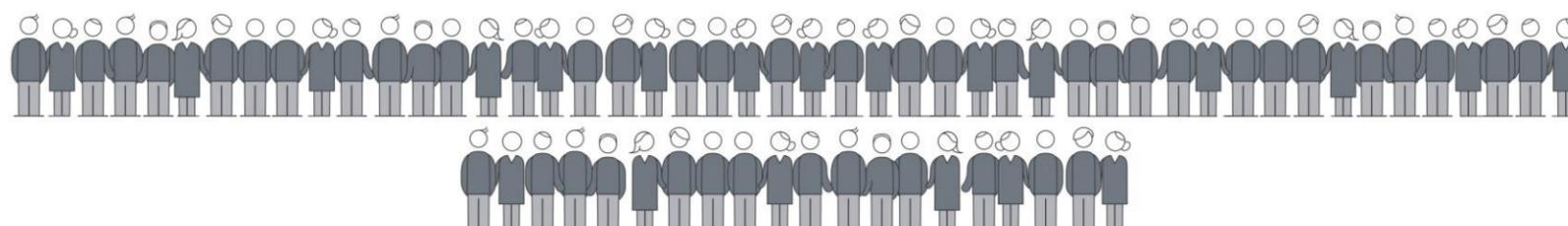
LA FRANCE EN
QUELQUES CHIFFRES

En 2023

PIB
2 823 Md€

PIB par tête
41 281 €

Population (2023)
68,4 millions



Emploi selon le secteur d'activité
28,6 millions



Sources :

Insee - PIB (2023) : Les comptes de la Nation en 2022 (publié le 5 novembre 2024)

Insee - Population (2023) : Bilan démographique 2023 (publié le 16 janvier 2024)

Insee - Emploi selon le secteur d'activité (2022) : Emploi, chômage, revenus du travail (publié le 22 août 2024)

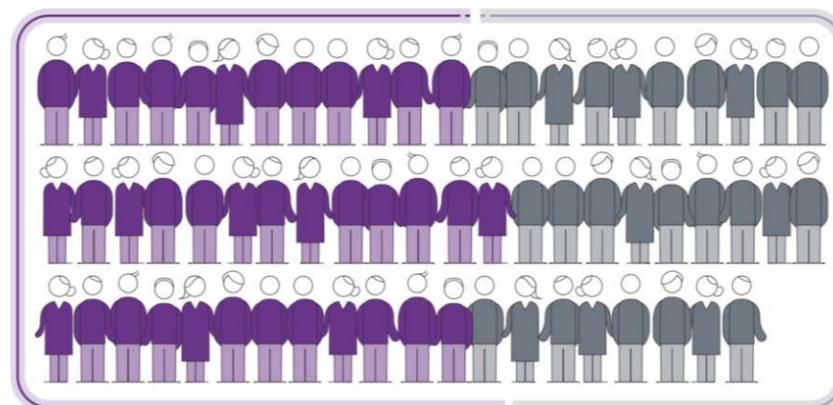
Les demandeurs d'emploi couverts par l'Assurance chômage

Fin 2023, la France comptait

6,2 millions

de personnes en recherche d'emploi enregistrées à France Travail

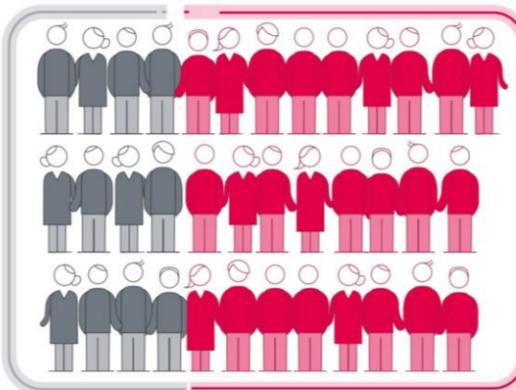
Parmi eux,
3,8 millions
de bénéficiaires
de l'Assurance chômage



Ne sont pas couverts par le régime d'assurance chômage les personnes qui n'ont pas suffisamment travaillé pour avoir droit à l'aide ou au renouvellement de leur droit à l'indemnisation, ou celles dont le contrat de travail n'a pas été résilié ou qui ne sont pas incluses dans le régime (fonctionnaires, démissionnaires et indépendants)

Les personnes qui ne perçoivent pas d'allocations ont généralement travaillé et perçu un salaire élevé par rapport à leur salaire de référence. Elles peuvent également être couvertes par l'Assurance maladie ou en différé d'indemnisation au début de leur droits

Parmi eux,
2,7 millions
perçoivent une allocation chômage



Source : Unédic - Les indicateurs de l'Assurance chômage (publié le 23 mai 2024)

2

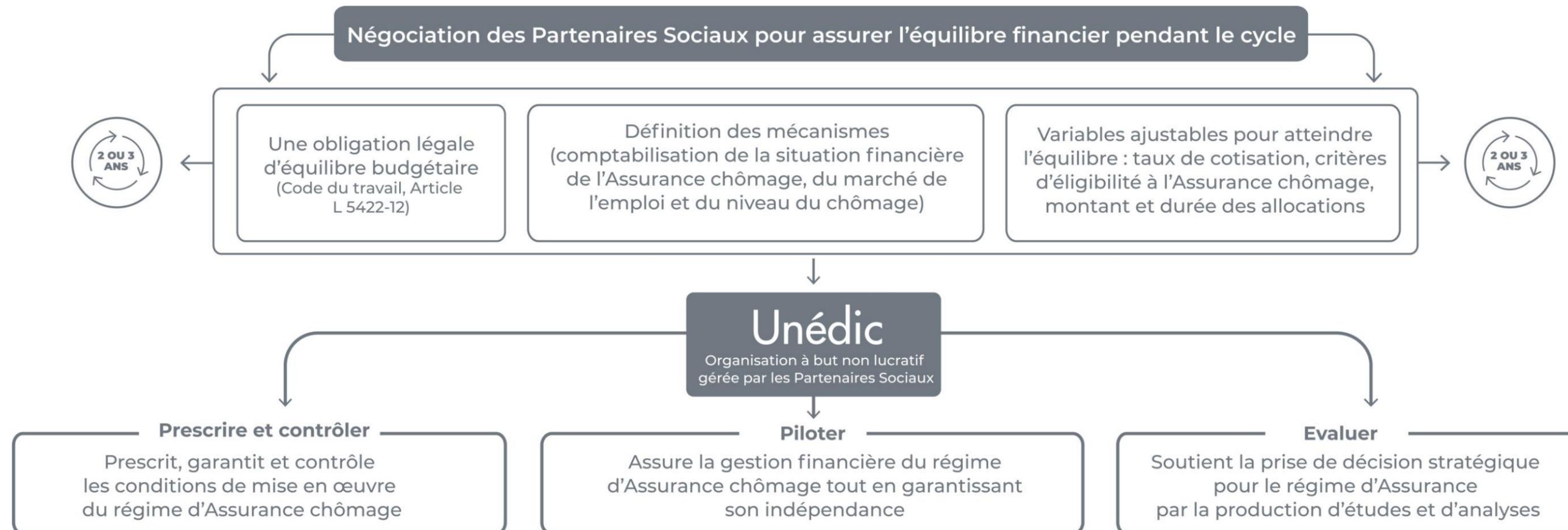
Présentation de l'Unédic

- **Les rôles et missions de l'Unédic**
- **L'Assurance chômage : un organisme paritaire**
- **Recouvrement et versement des prestations**
- **L'Unédic et l'État français : des responsabilités partagées**
- **Les comptes de l'Unédic en 2023**
- **Critères de Maastricht : Consolidation de la dette de l'Unédic avec la dette de la France**

Unédic

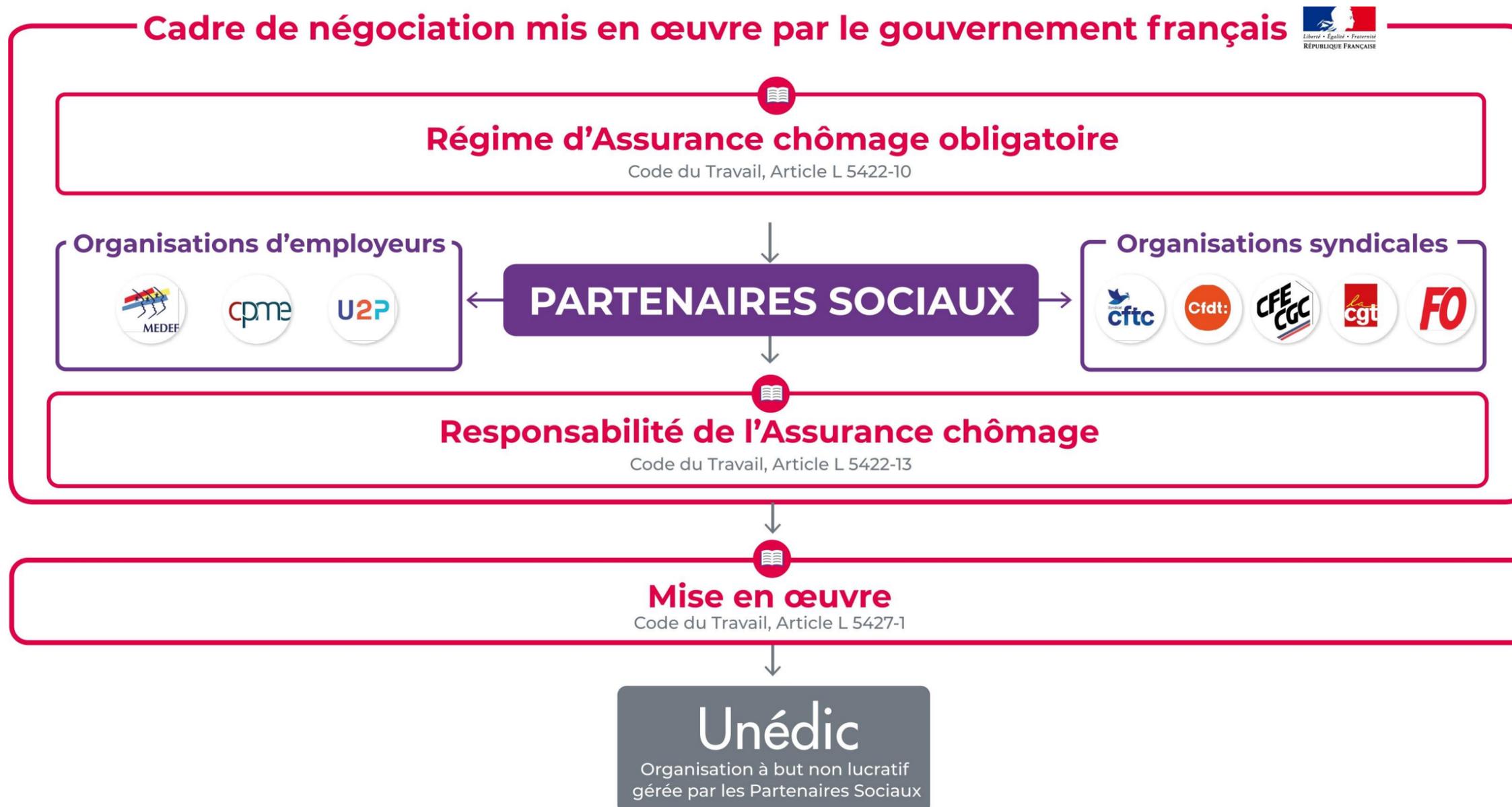
Les rôles et missions de l'Unédic

L'Unédic est une association de Loi 1901 à but non lucratif, fondée en 1958 par les Partenaires Sociaux pour gérer l'Assurance chômage en France.



Source : Unédic

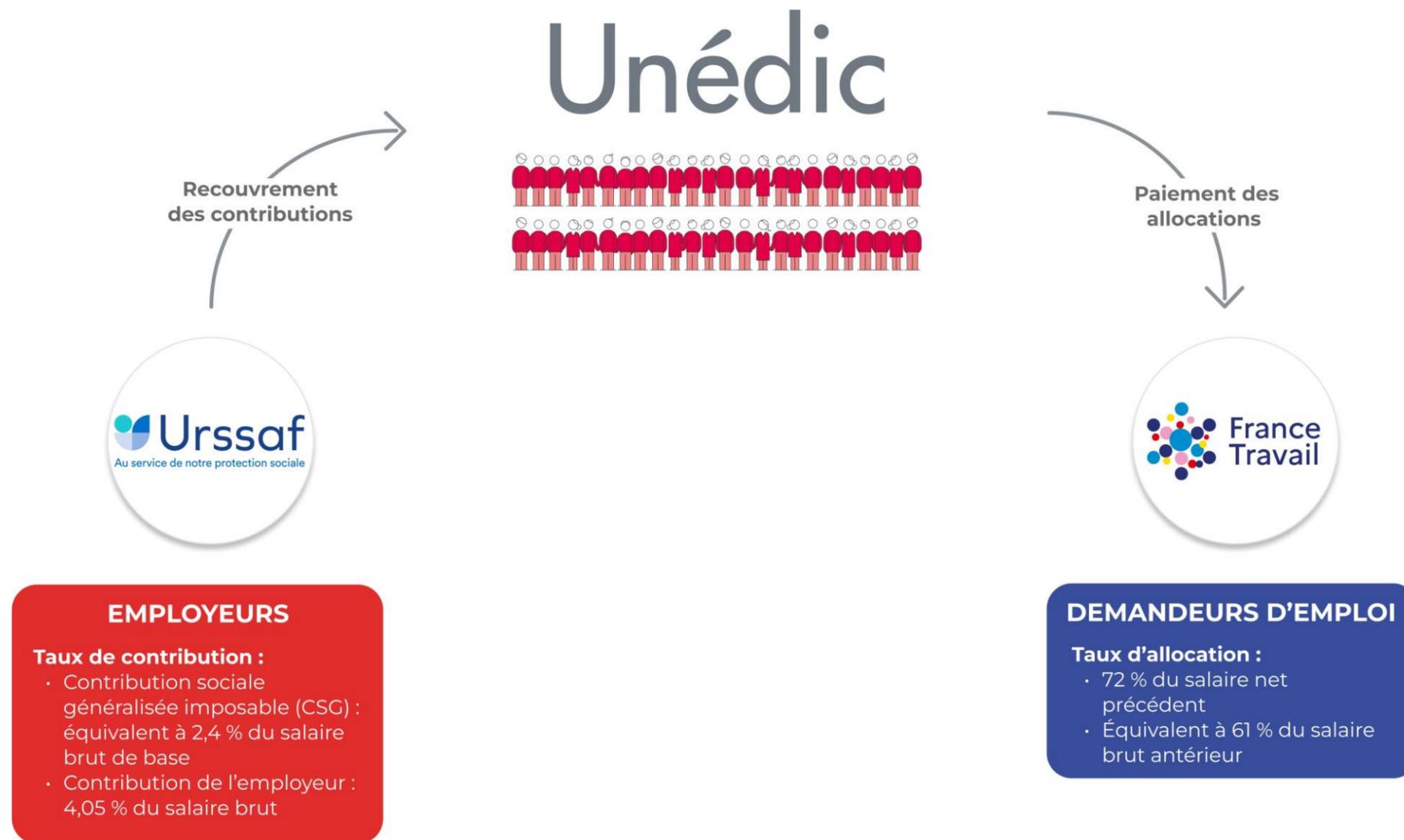
L'Assurance chômage : un organisme paritaire



Source : Unédic

Recouvrement et versement des prestations

L'Unédic travaille avec deux organismes publics sur la réalisation des opérations de recouvrement des contributions et de versement des allocations.



Source : Unédic

L'Unédic et l'État français : des responsabilités partagées

2

PRÉSENTATION DE L'UNÉDIC

Négociation des Partenaires Sociaux pour assurer l'équilibre financier pendant le cycle

Unédic

Responsabilité partagée

Caractère obligatoire de l'Assurance chômage au niveau national
(Code du travail, Article L 5422-13)



Parlement

- Une partie des recettes de l'Unédic est désormais définie par la loi de financement de la Sécurité sociale
- Analyse la situation globale de l'Unédic

- Les émissions obligataires (programme EMTN) bénéficient de la garantie explicite de l'État, publiée en loi de Finances

Loi de Finances n°2022-1726, Article 150 (29 décembre 2023) : autorisation de fournir une garantie explicite pour 2024 à hauteur de 1 Md€

Gouvernement

- Agrément par le Premier ministre de l'accord sur l'Assurance chômage (Code du travail, Article L 5422-21)

- Au cours de l'été 2018, une nouvelle loi a été votée, renforçant le rôle de l'État

Loi n°2018-771 « Avenir professionnel » :

- Cadre de négociation donné aux Partenaires Sociaux par le Premier ministre
- Mise en œuvre de mesures spécifiques par décret
- L'État est en droit de prendre le contrôle de la gestion de l'Assurance chômage si les Partenaires Sociaux ne parviennent pas à un accord

- Garantie de l'État octroyée par le ministre des Finances

Arrêté ministériel (14 mars 2024) :

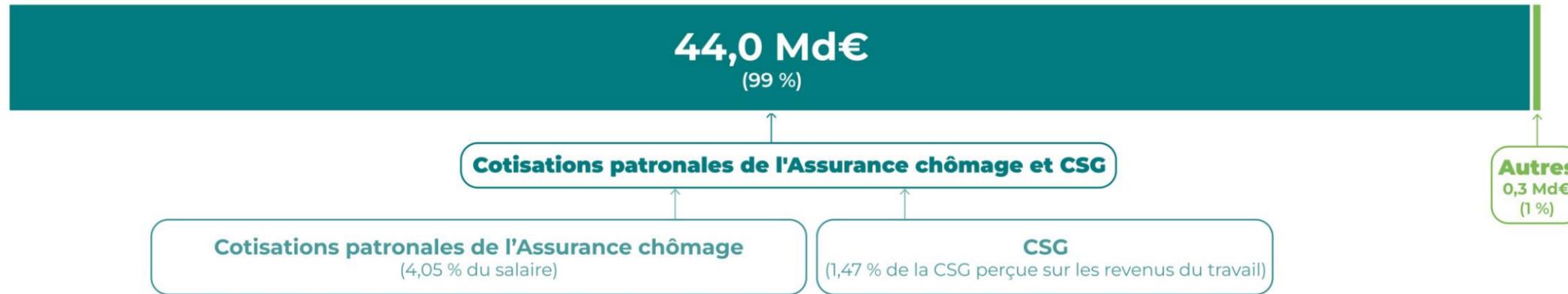
- La garantie autonome à première demande, inconditionnelle et irrévocable de l'État est accordée aux obligations qui seront émises en 2024 par l'Unédic
- La garantie porte sur un encours maximum en principal d'1 Md€ auquel s'ajoutent tous intérêts et frais y afférents

Les comptes de l'Unédic en 2023

2

PRÉSENTATION DE
L'UNÉDIC

RECETTES 44,2 Md€



DÉPENSES 42,3 Md€



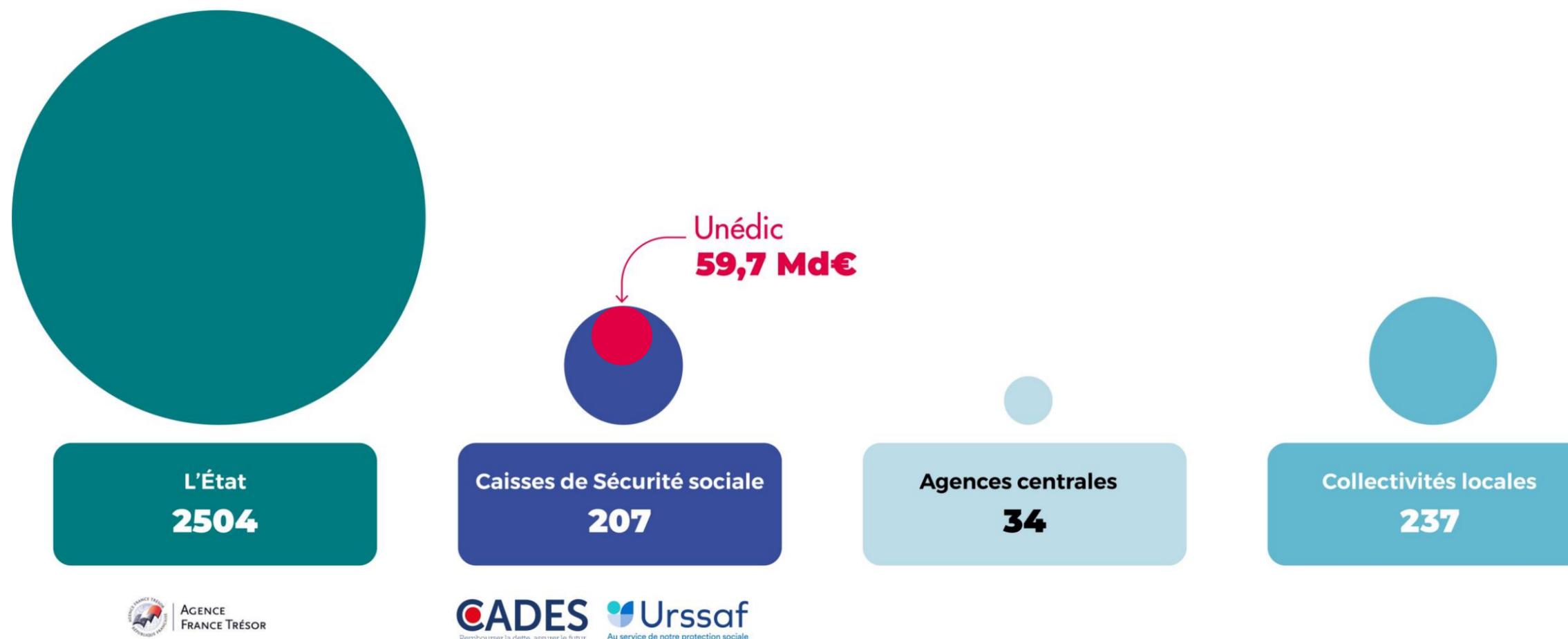
La loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a supprimé les cotisations d'Assurance chômage des salariés (2,40 %) à partir de janvier 2019. Pour pallier cette suppression, la Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2019 a prévu à l'Unédic l'affectation de 1,47 % de la CSG perçue sur les revenus du travail. En 2023, la CSG sur les revenus du travail allouée à l'Unédic s'élève à 17 Md€.

Contribution Sociale Généralisée (CSG) : Il s'agit d'un impôt sur la plupart des revenus, y compris les salaires.

Source : Unédic - Rapport financier 2023 (publié le 11 juillet 2024)

Critères de Maastricht : Consolidation de la dette de l'Unédic avec la dette de la France

Dette nette des administrations publiques par sous-secteur (en Md€)



Sources : Insee - Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques (T2) (publié le 27 septembre 2024) ; Unédic, au 30 juin 2024

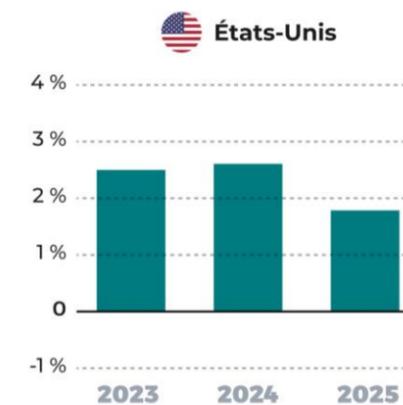
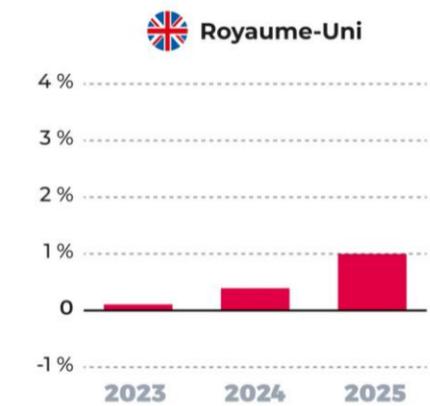
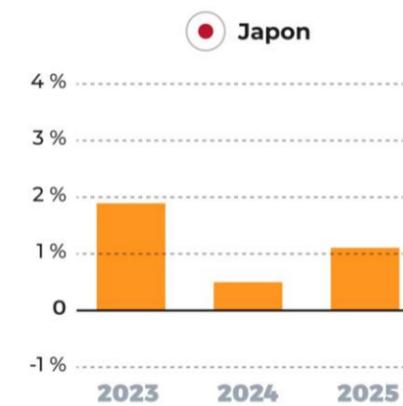
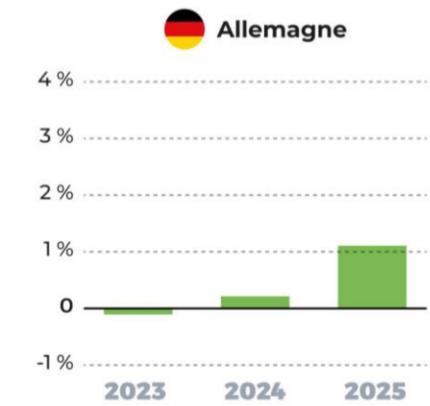
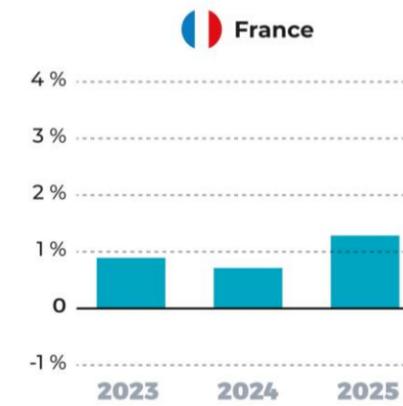
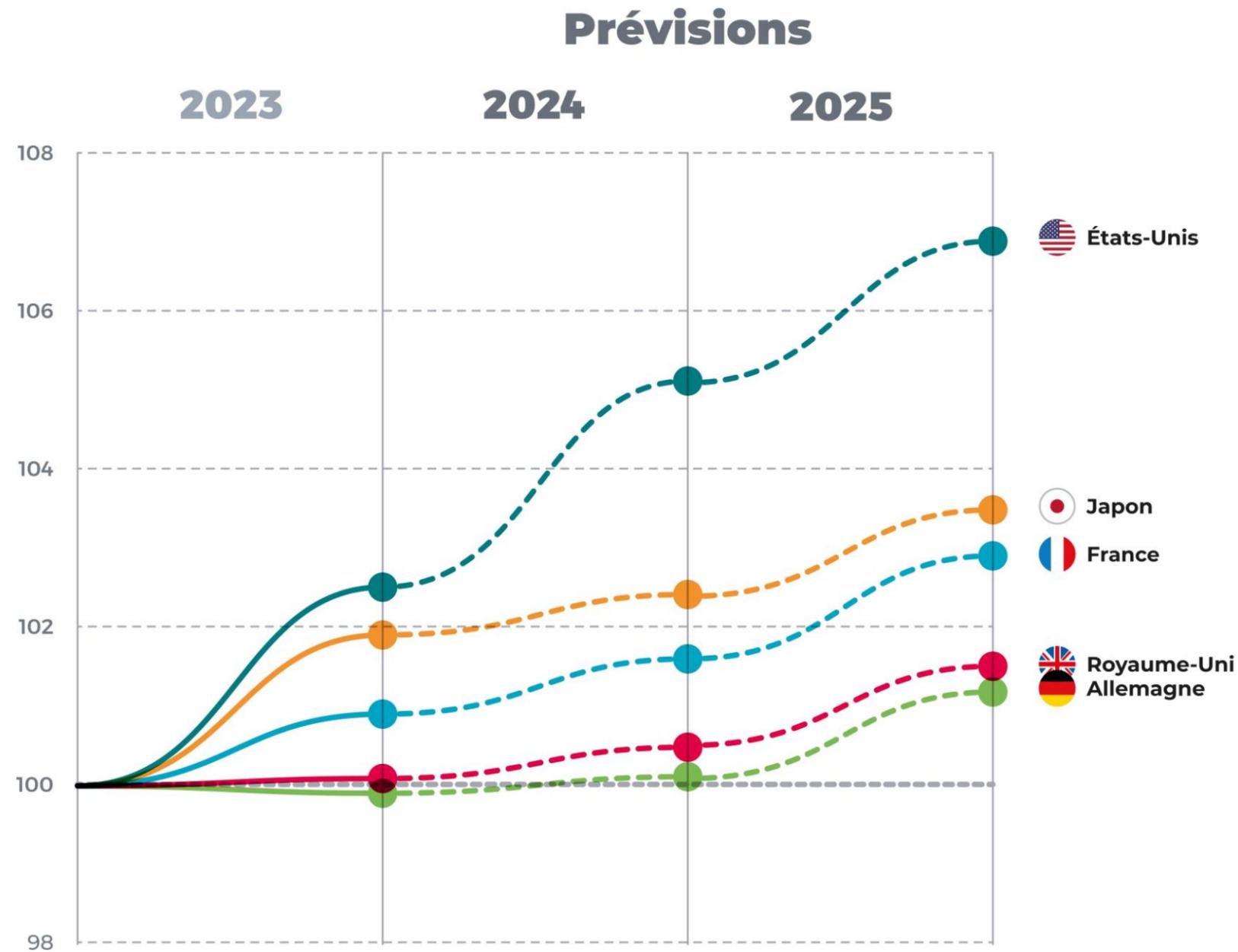
3

Perspectives économiques de la France

- Croissance du PIB réel par pays
- Climat des affaires et de l'emploi
- Croissance prévue de la population active
- La croissance de la population active soutenue par les seniors
- Hausse du taux d'emploi des seniors depuis les années 2000
- Baisse du taux de chômage depuis 2015

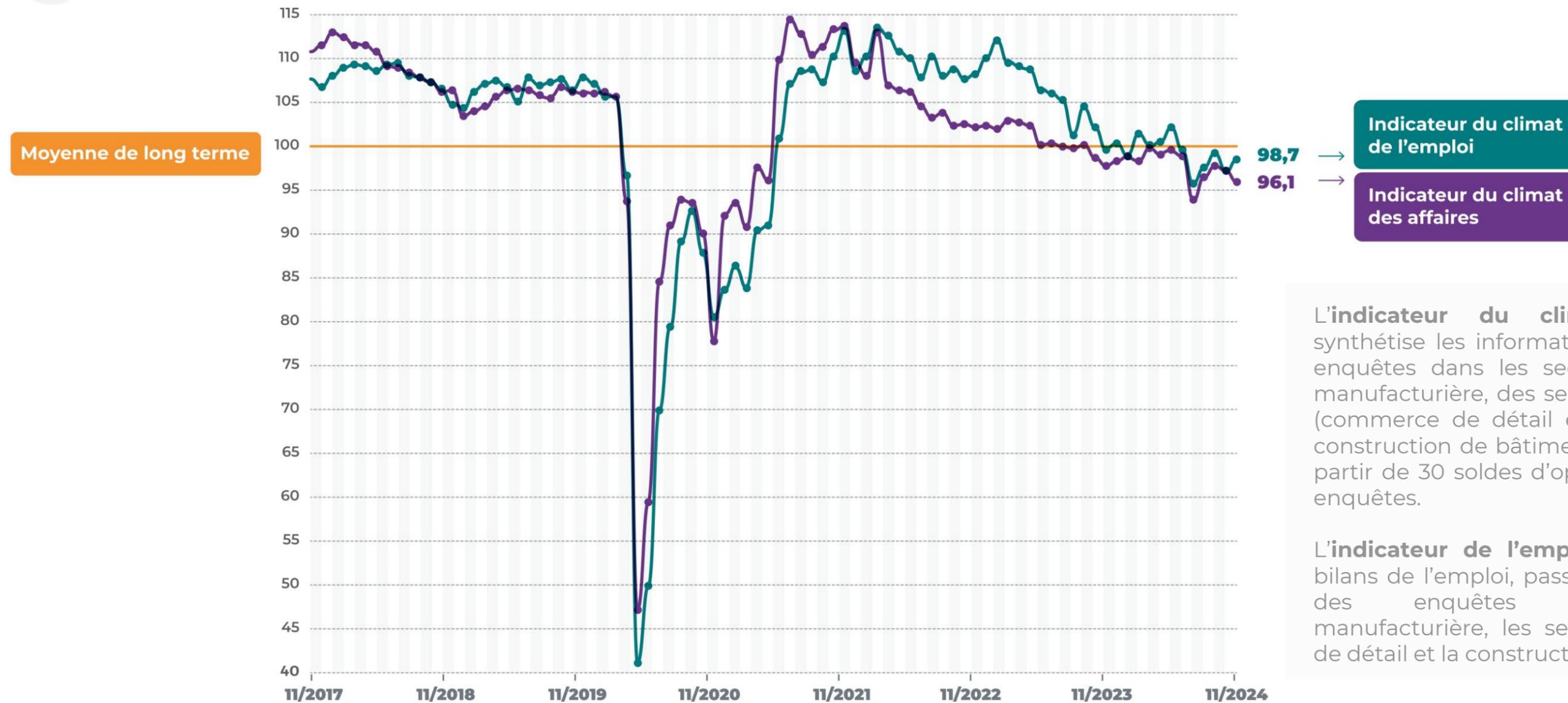
Unédic

Croissance du PIB réel par pays



Source : OCDE - Perspectives économiques : statistiques et projections ; Taux de croissance cumulé (%) (dernière mise à jour en juillet 2024)
 Note : Base 100 fin 2022

Climat des affaires et de l'emploi

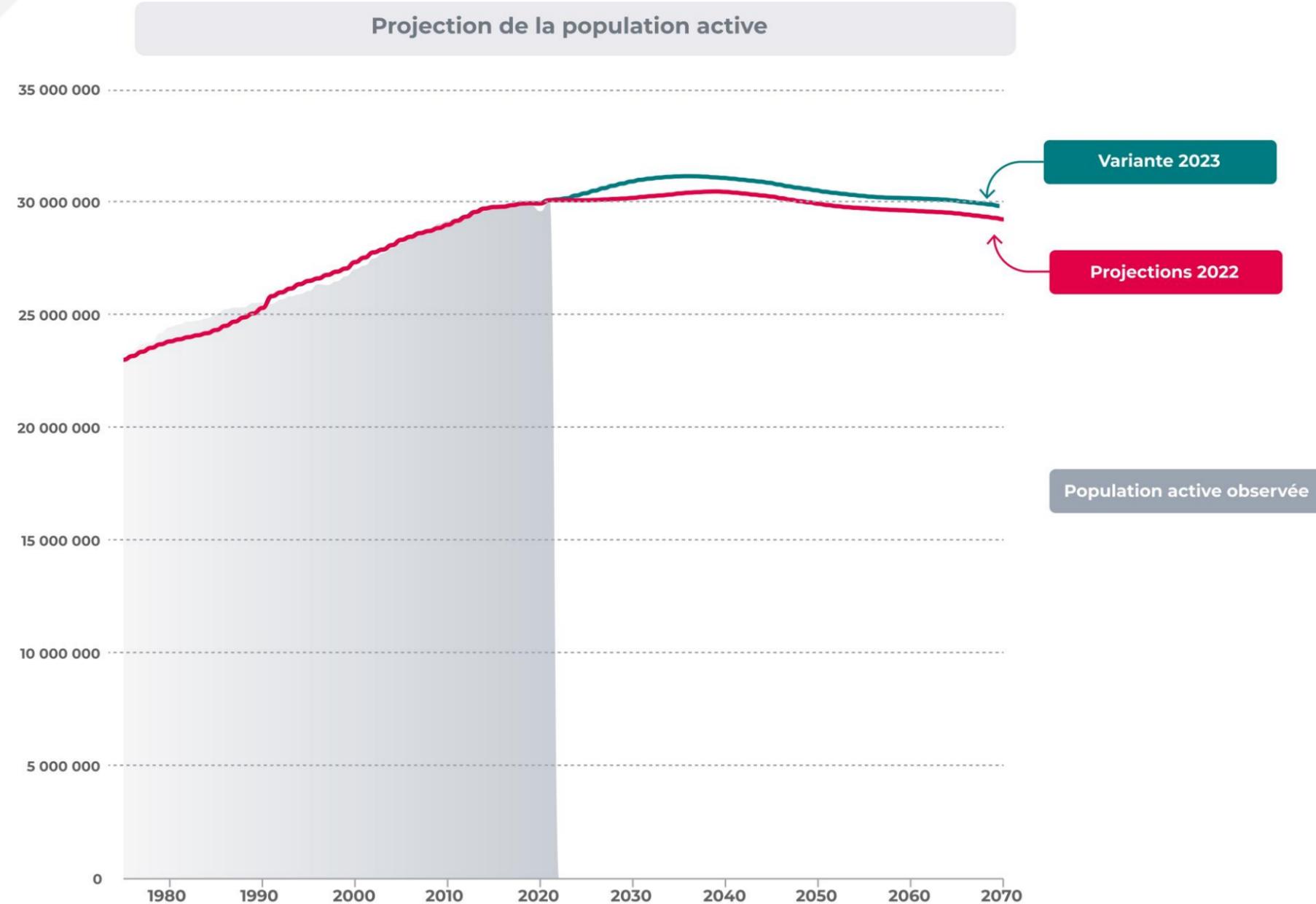


Source : Insee - Indicateurs synthétiques du climat des affaires (publié le 21 novembre 2024)
Tous secteurs - France métropolitaine

L'**indicateur du climat des affaires** synthétise les informations fournies par les enquêtes dans les secteurs de l'industrie manufacturière, des services, du commerce (commerce de détail et de gros) et de la construction de bâtiments. Il est construit à partir de 30 soldes d'opinions issues de ces enquêtes.

L'**indicateur de l'emploi** est basé sur 10 bilans de l'emploi, passés et attendus, issus des enquêtes dans l'industrie manufacturière, les services, le commerce de détail et la construction de bâtiments.

Croissance prévue de la population active



Source : Insee - Emploi, chômage, revenus du travail (publié le 29 juin 2023)

La réforme des retraites décidée en 2023 a un impact positif sur les prévisions à long terme de la population active.

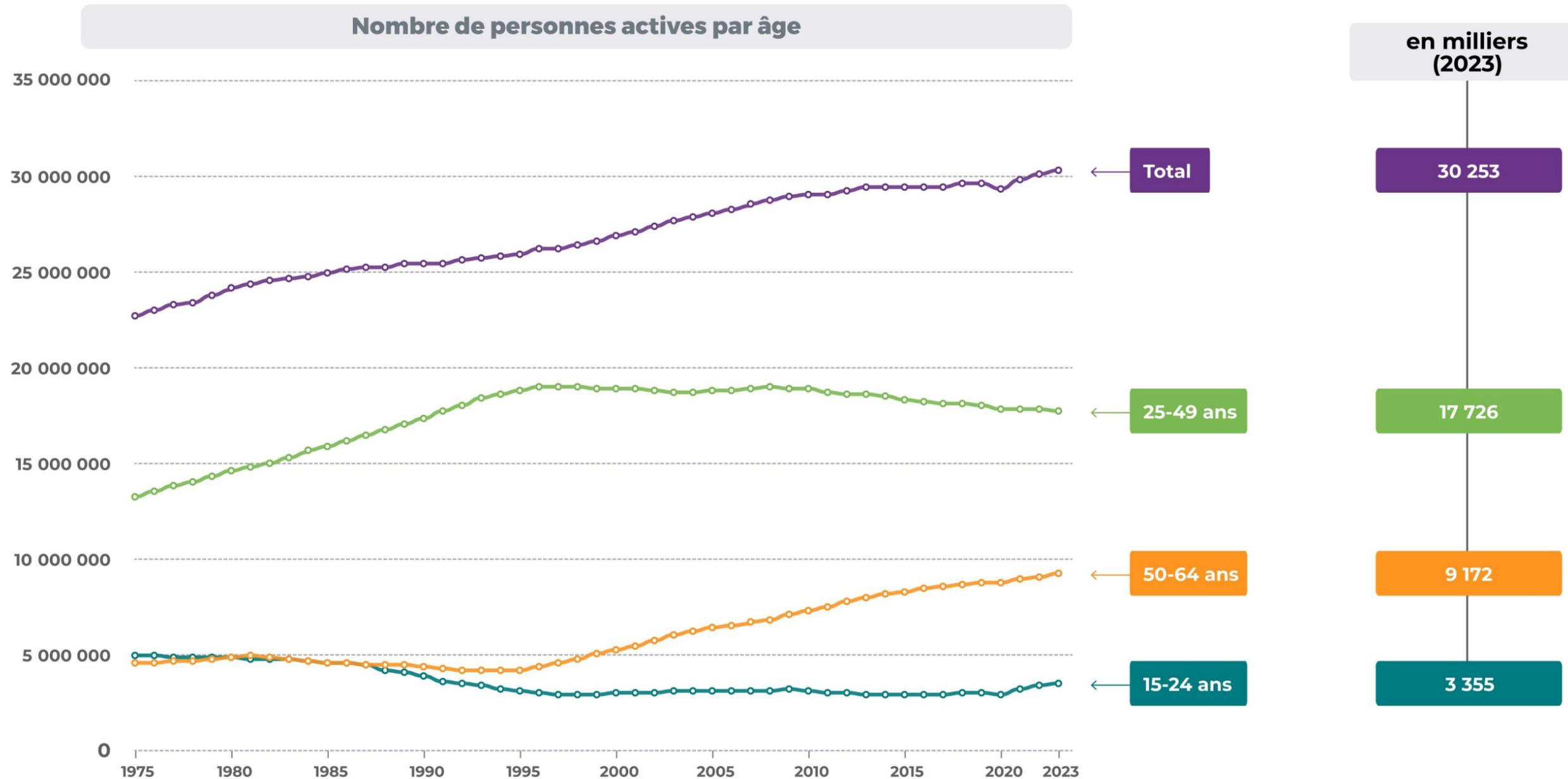
En 2070, la France compterait 29,8 millions de travailleurs, soit 600 000 de plus que ce qui ressort de la projection de 2022.

La révision de la population active sera très forte de 2024 à 2029 : elle est multipliée par plus de deux, à +150 000 en moyenne chaque année.

Par ailleurs, le pic, à 31,2 millions de personnes, serait ainsi atteint en 2036, contre 30,5 millions trois ans plus tard selon les prévisions 2022.

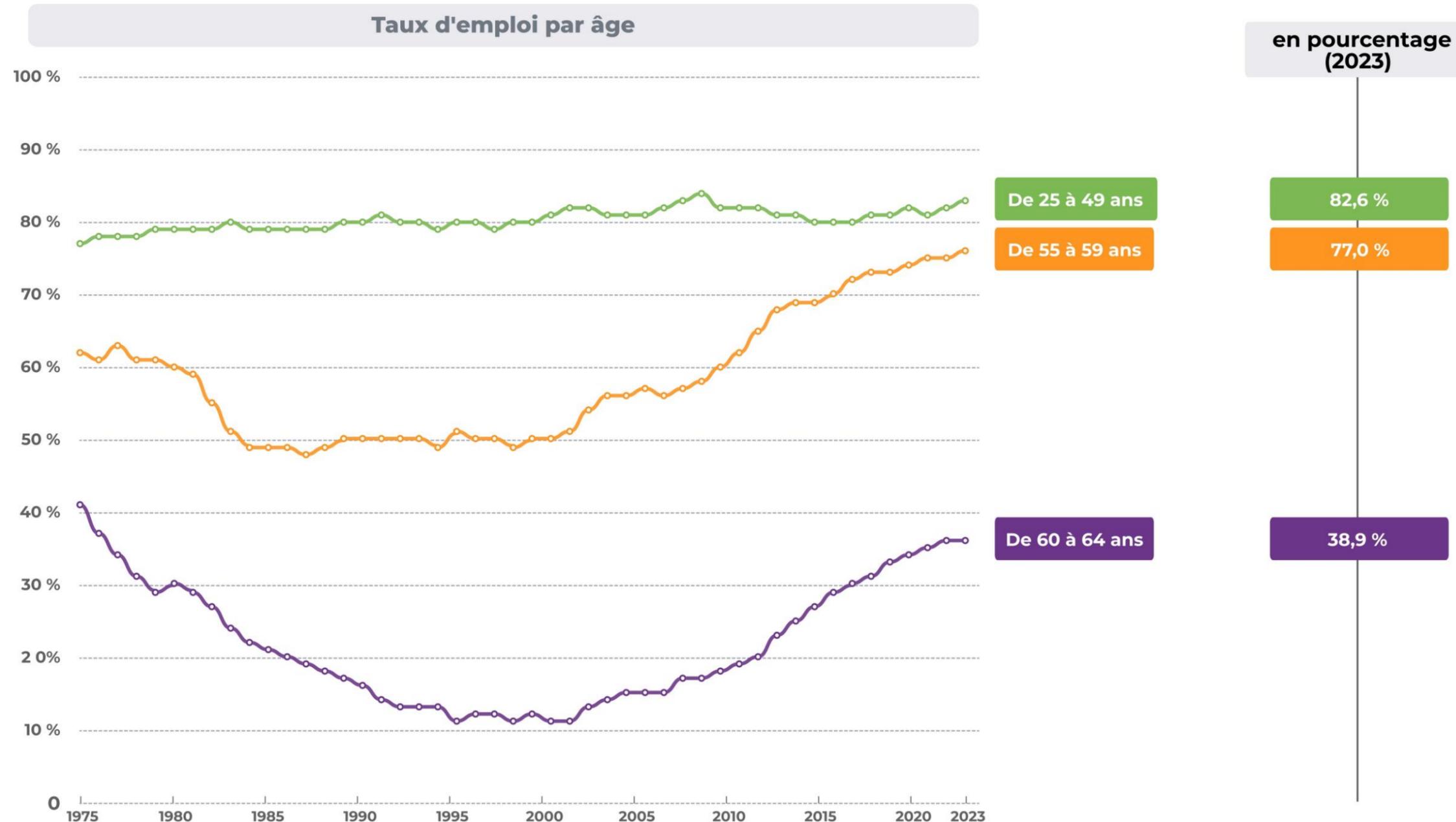
Le taux d'activité des 55-69 ans, qui connaissait déjà une forte hausse dans la projection 2022 (+9,8 points en 2070), gagnera 4,5 points supplémentaires. Dans la tranche d'âge des 60-64 ans, la réforme battra son plein : +10,9 points, à un peu plus de 70 %.

La croissance de la population active soutenue par les seniors



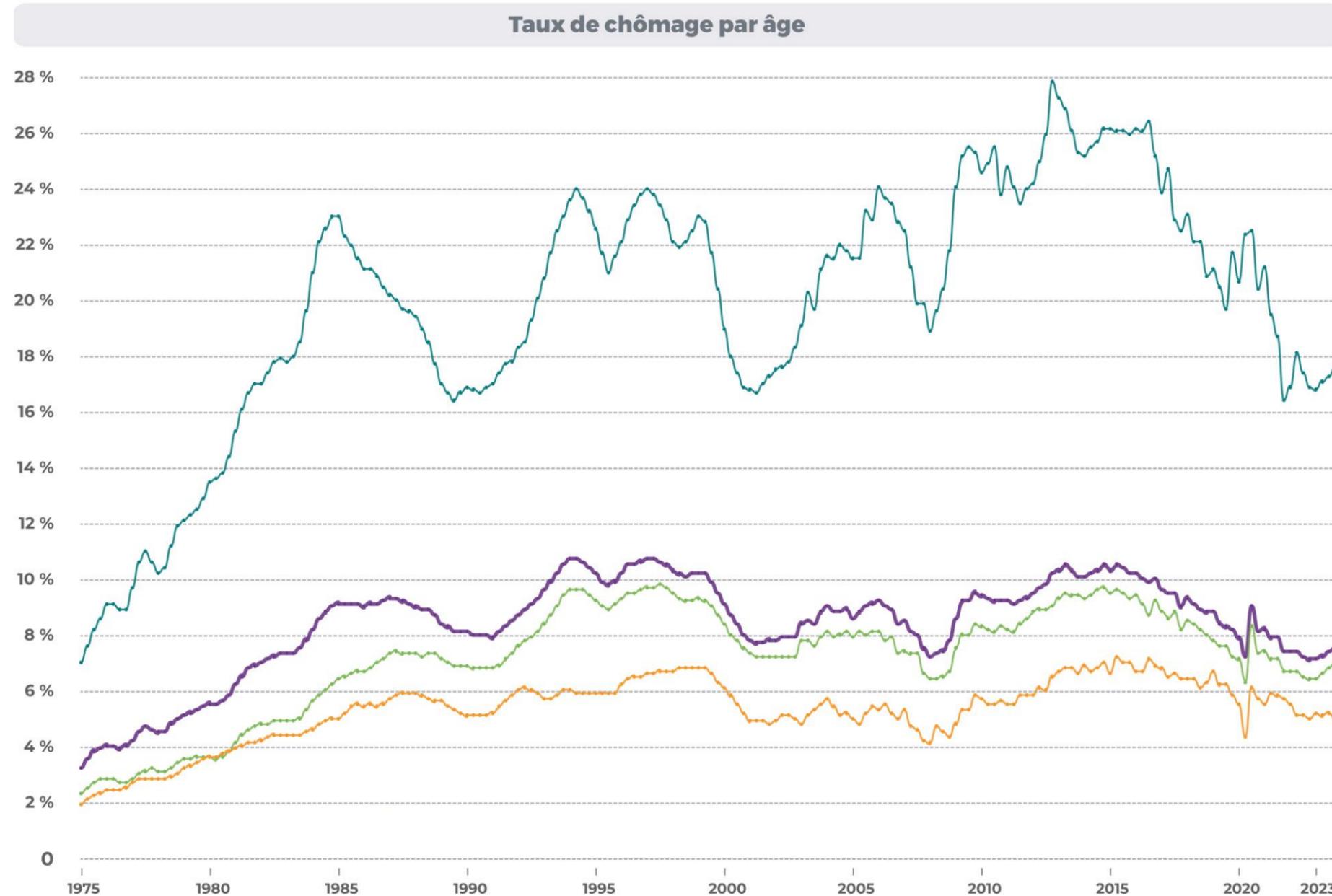
Source : Insee - *Activité selon le sexe et l'âge* (publié le 13 mars 2024)

Hausse du taux d'emploi des seniors depuis les années 2000



Source : Dares - Les seniors sur le marché du travail (publié le 11 septembre 2024)

Baisse du taux de chômage par tranche d'âge depuis 2015



Source : Insee - Taux de chômage selon le sexe et l'âge (publié le 13 novembre 2024)

en pourcentage (T3 2024)

15-24 ans

19,7%

Total

7,4%

25-49 ans

6,6%

50-64 ans

4,7%

4

Prévisions financières

→ Hypothèses de croissance du PIB et de masse salariale

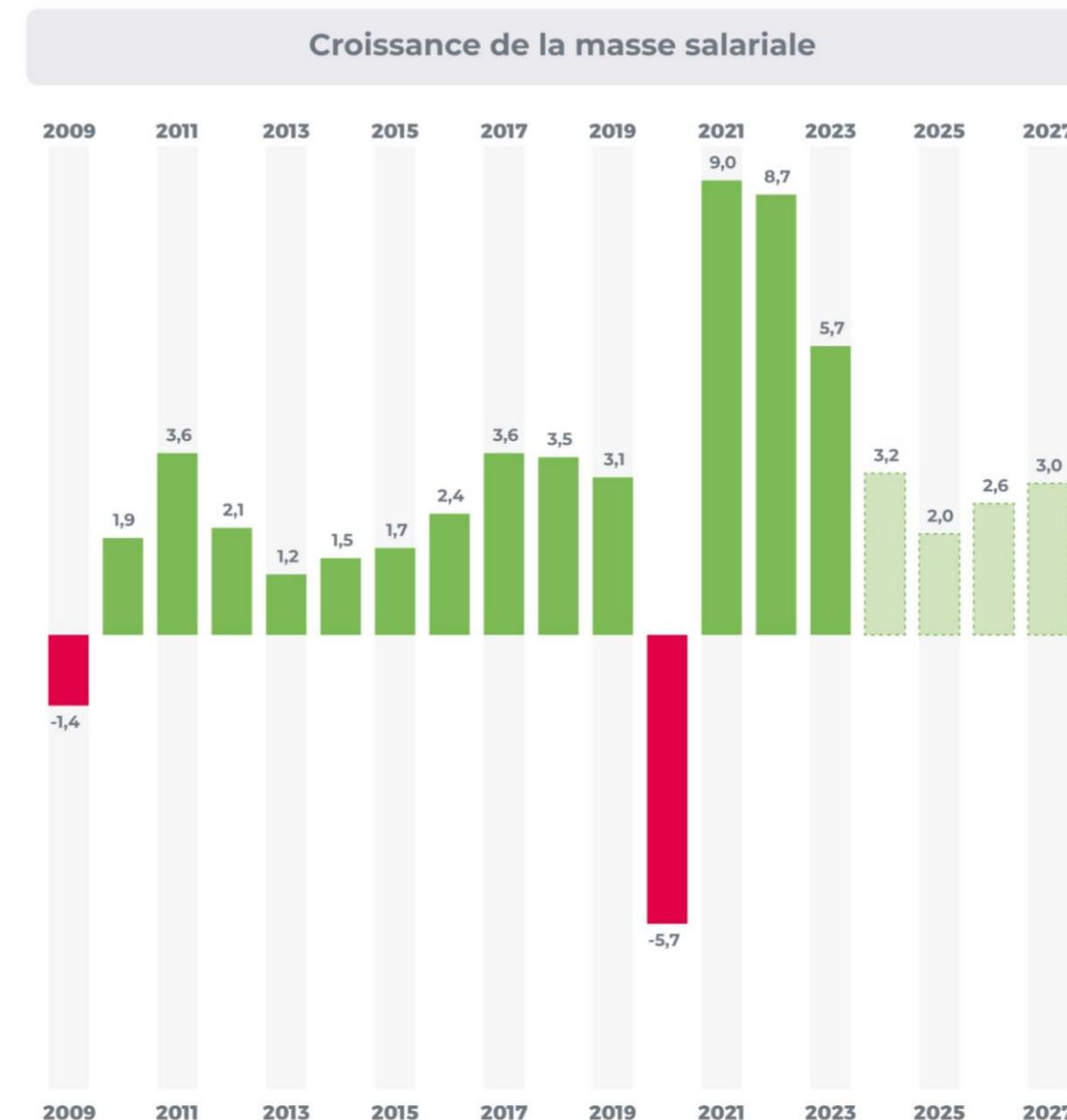
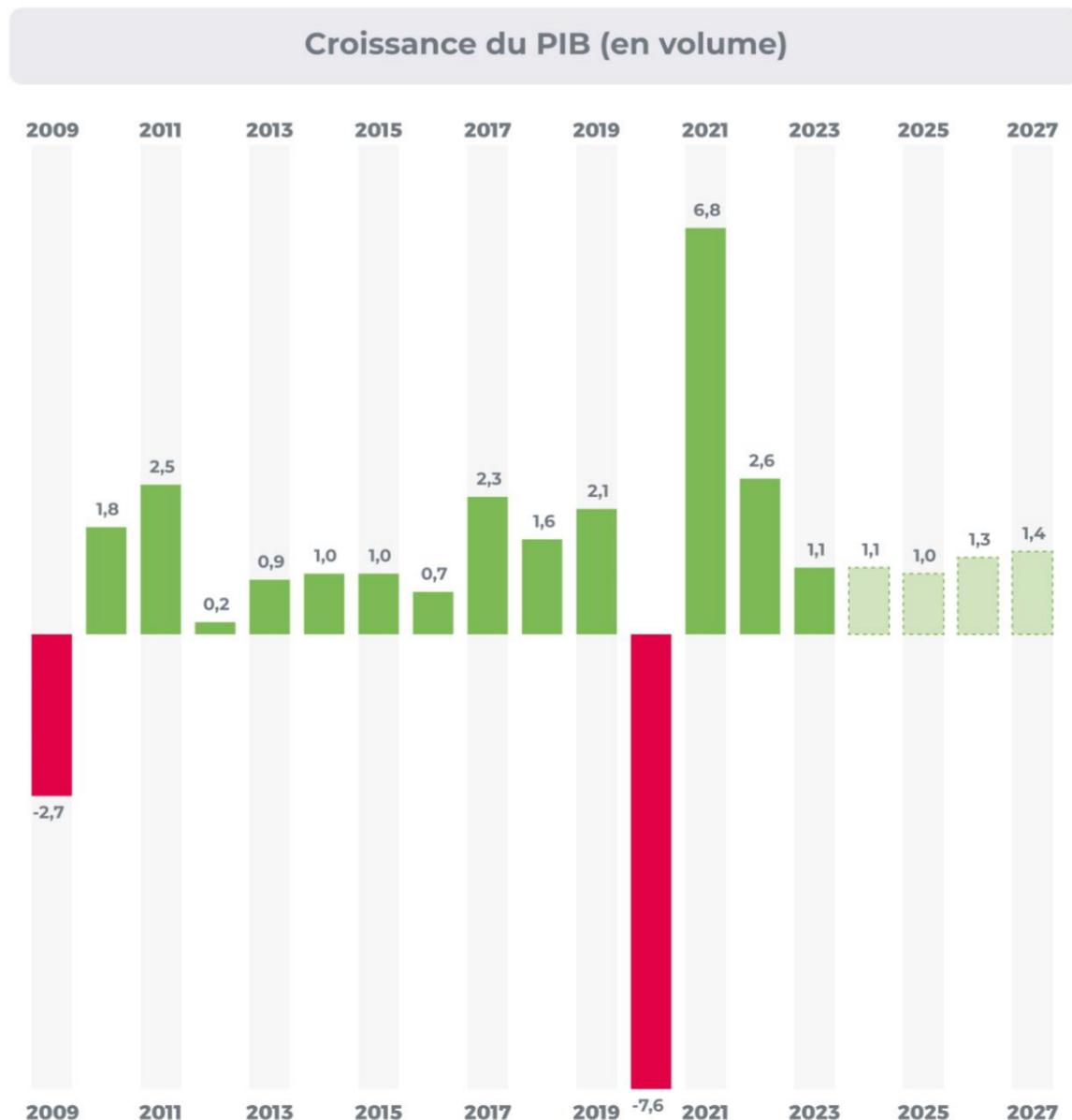
→ Perspectives financières de l'Unédic

→ Recettes et dépenses de l'Unédic

→ L'endettement net de l'Unédic



Hypothèses de croissance du PIB et de masse salariale



Source : Unédic - Situation financière de l'Assurance chômage pour 2024-2027 (publié le 22 octobre 2024)

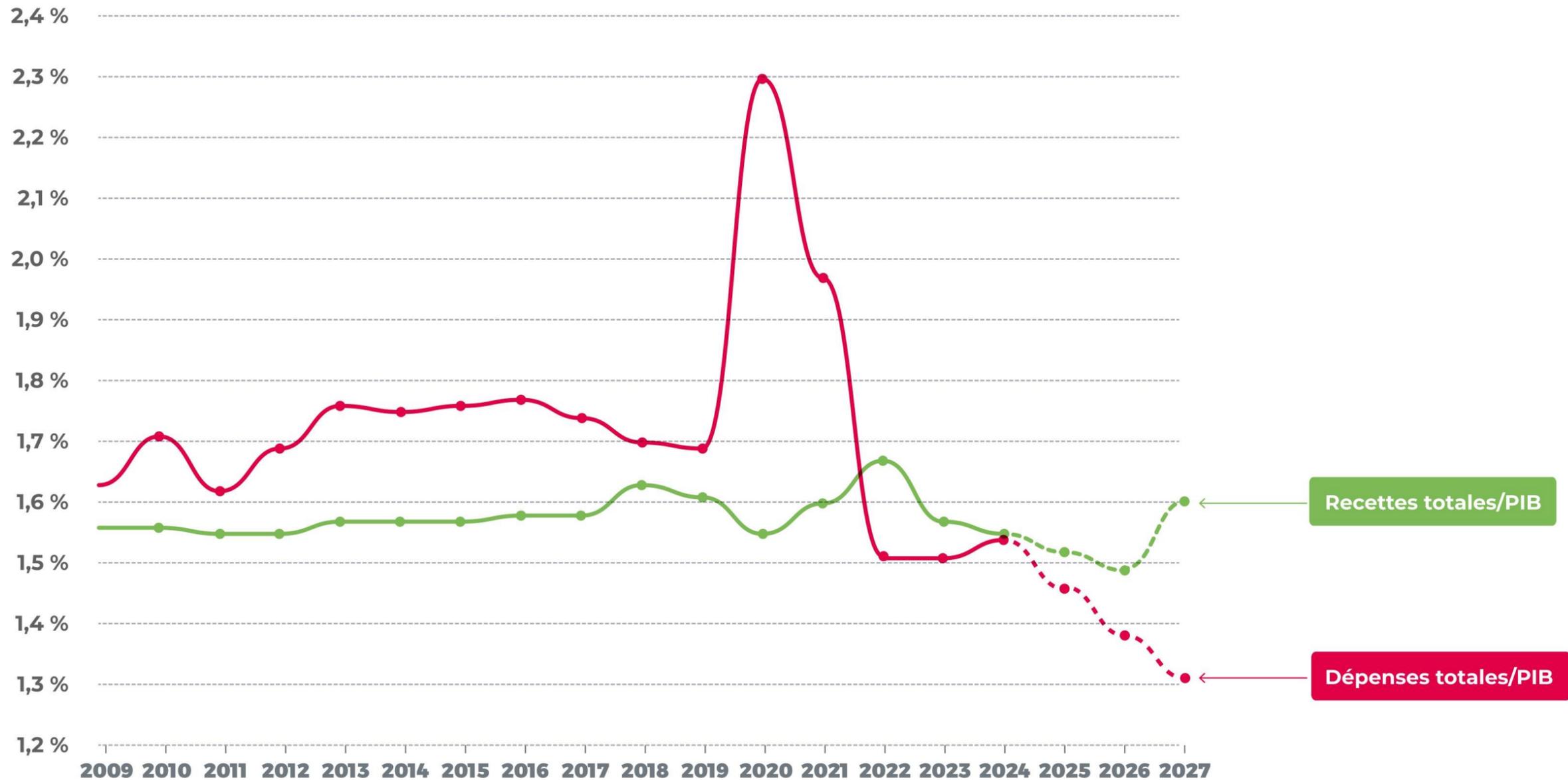
Note : Les prévisions de l'Unédic reposent sur des hypothèses qui peuvent différer du cadre macro-économique de l'État

Recettes et dépenses de l'Unédic

4

PRÉVISIONS
FINANCIÈRES

Recettes et dépenses en pourcentage du PIB de la France



Source : Unédic - Situation financière de l'Assurance chômage pour 2024-2027 (publié le 22 octobre 2024)

Note : Les prévisions de l'Unédic reposent sur des hypothèses qui peuvent différer du cadre macro-économique de l'État

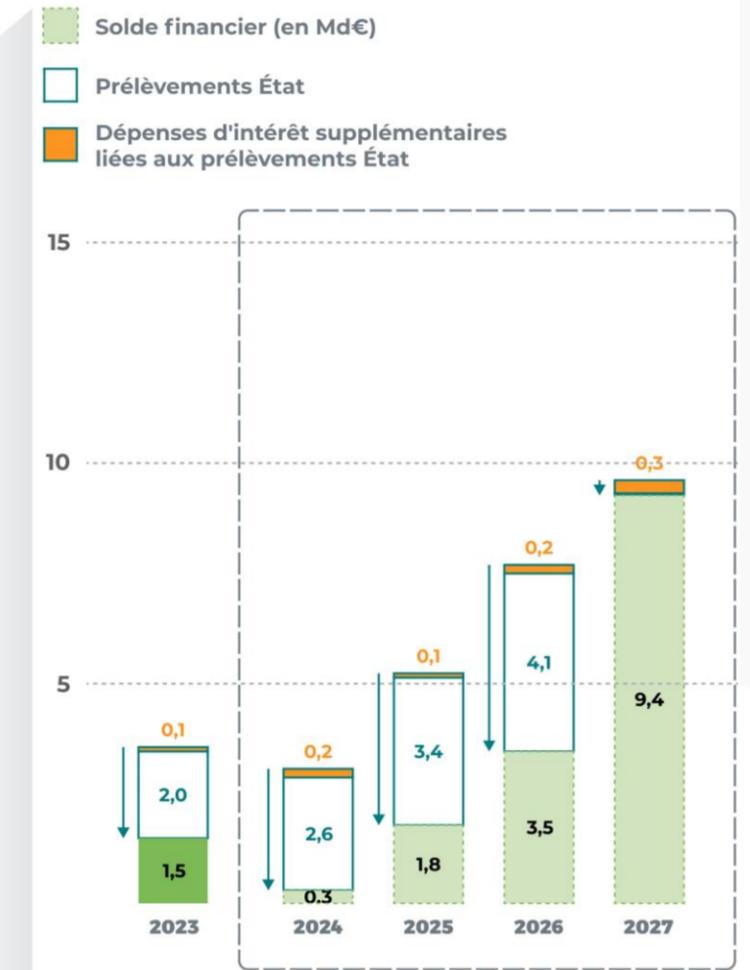
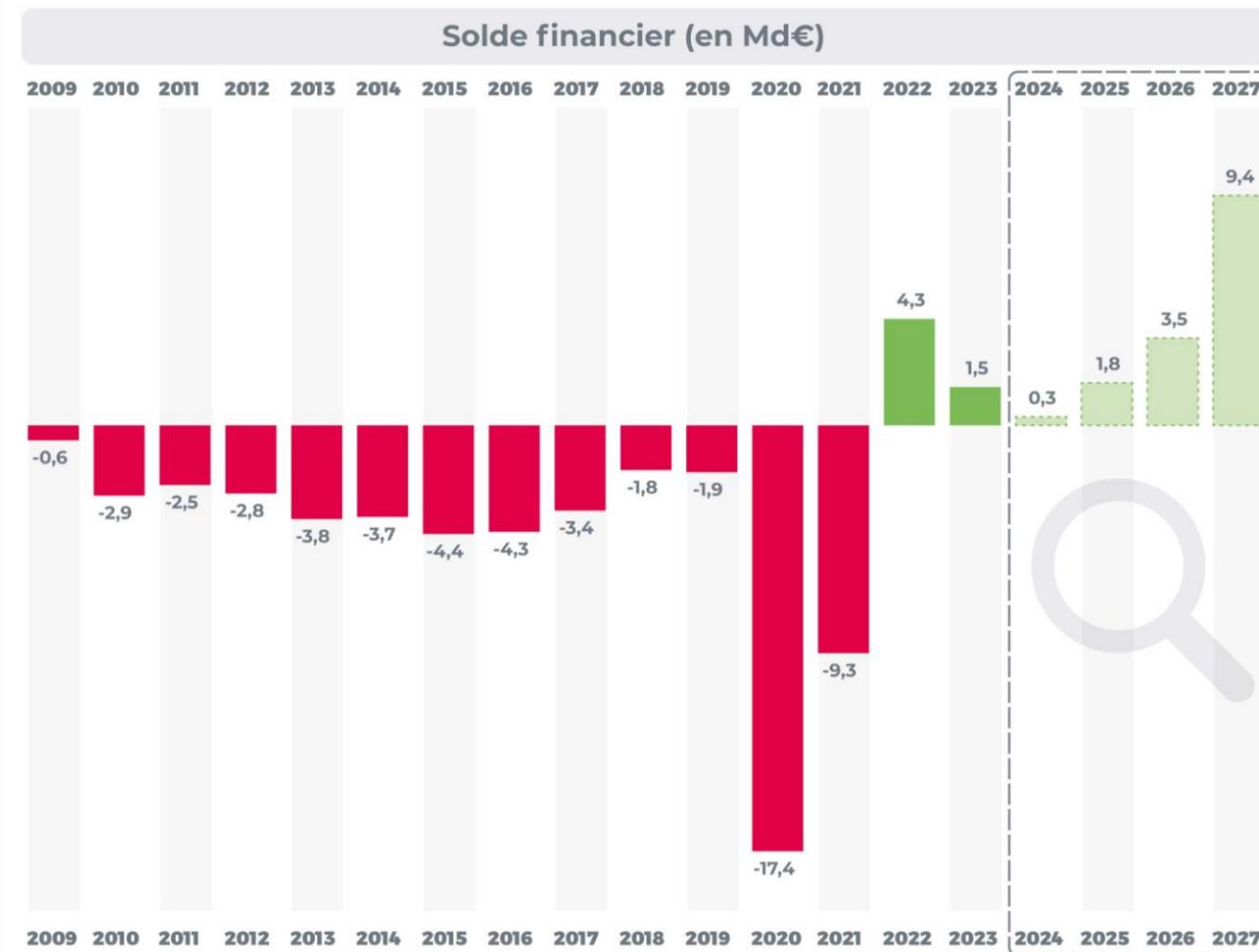
Perspectives financières de l'Unédic

En 2022, l'Unédic est retourné à l'excédent pour la première fois depuis 2008 du fait de la fin des mesures d'urgence Covid-19, et de facteurs conjoncturels et réglementaires.

En 2023, l'excédent a diminué en conséquence d'une baisse des recettes afin de financer l'apprentissage et la formation professionnelle via France Compétences, mais également d'une augmentation des dépenses suite à la hausse modérée du chômage.

En 2024, le solde financier de l'Unédic devrait se maintenir à l'équilibre, mais est affecté par la situation toujours défavorable du marché du travail, et par la réaffectation des revenus à France Compétences et France Travail (« Prélèvements Etat » sur le graphique).

De 2025 à 2027, le solde financier devrait retrouver une trajectoire positive grâce à la baisse des dépenses d'allocations chômage et l'évolution favorable des recettes.



Source : Unédic - Situation financière de l'Assurance chômage pour 2024-2027 (publié le 22 octobre 2024)

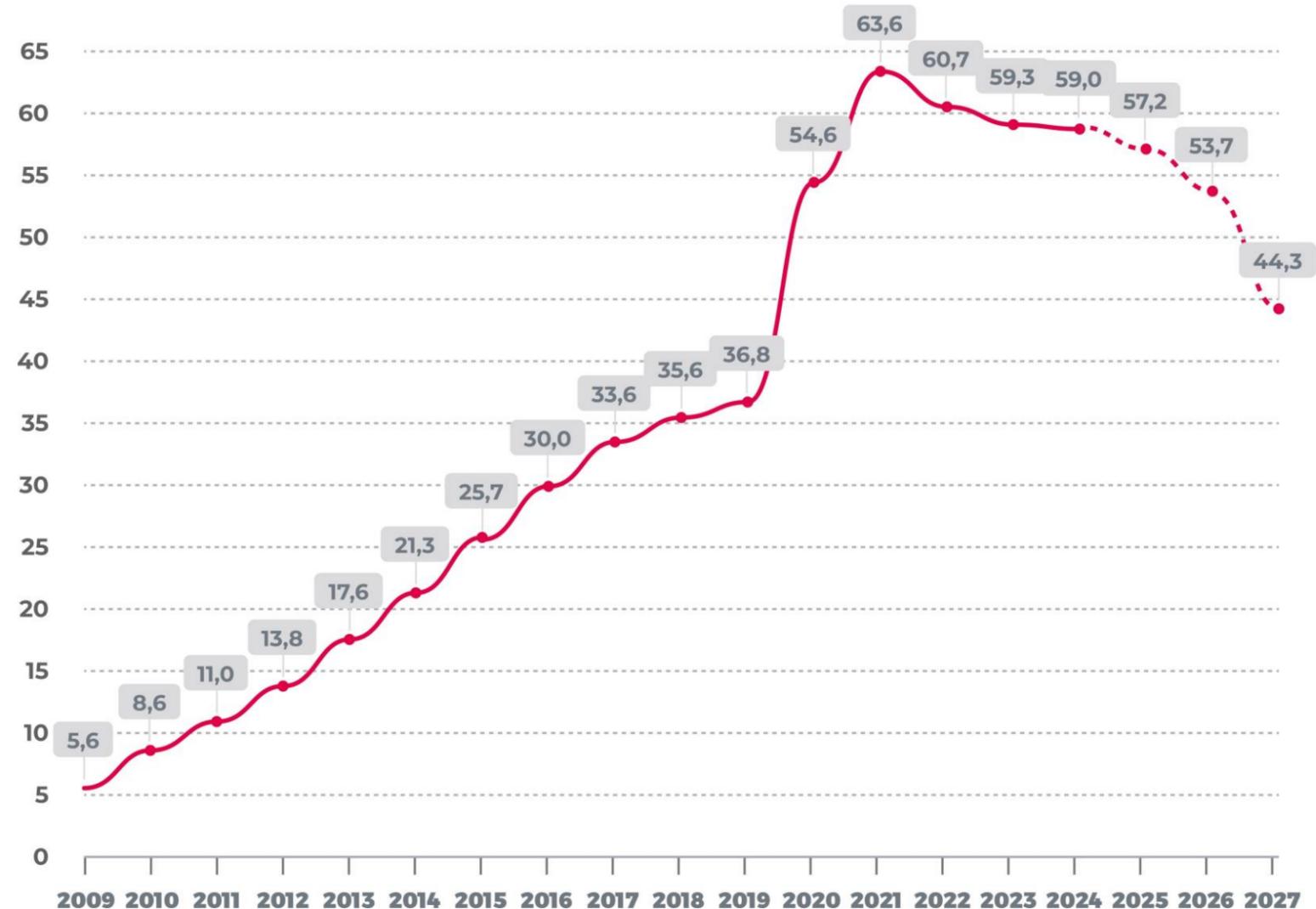
Note : Les prévisions de l'Unédic reposent sur des hypothèses qui peuvent différer du cadre macro-économique de l'État

Malgré la réaffectation des recettes de l'Unédic à France Compétences et France Travail (12,05 Md€ entre 2023 et 2026) et la hausse du chômage en 2023 et 2024, le solde financier du régime d'Assurance chômage resterait positif jusqu'en 2027.

Cette trajectoire favorable de l'équilibre financier assurerait donc une phase de désendettement pour l'Unédic.

Fin 2027, la dette atteindrait 44,3 Md€ et serait réduite d'un peu moins d'un tiers par rapport au niveau observé fin 2022.

Prévision de l'endettement net (en Md€)



Source : Unédic - Situation financière de l'Assurance chômage pour 2024-2027 (publié le 22 octobre 2024)

Note : Les prévisions de l'Unédic reposent sur des hypothèses qui peuvent différer du cadre macro-économique de l'État

5

Stratégie de financement

- Programmes de financement de l'Unédic
- Notations de crédit de l'Unédic
- Plans annuels de financement de l'Unédic
- Echancier de la dette de l'Unédic
- Une courbe de taux bénéficiant de la garantie de l'État français
- Investisseurs de l'émission sociale 2022
- Focus sur le programme NEU CP

Unédic



Programmes de financement de l'Unédic

5

STRATÉGIE DE FINANCEMENT

	NEU CP ↓ (Ex Billets de Trésorerie)	NEU MTN ↓ (Ex BMTN)	EMTN ↓	Titres de dette de l'Unédic
Plafond du programme	18 Md€	10 Md€	60 Md€	Éligible aux opérations de la BCE Oui
Encours actuel	14,7 Md€	4,0 Md€	46,9 Md€	
Maturité moyenne	2 mois et 20 jours	2 ans	6 ans	Traitement LCR Niveau 1 HQLA
Maturité à l'émission	Jusqu'à 1 an	Jusqu'à 5 ans	Jusqu'à 15 ans	Pondération en risque (RWA) 0%
Nature de la garantie	← Pas de garantie explicite →		Garantie explicite*	
Notation (Moody's / S&P / Fitch)	P-1 / - / F-1+	← Aa2 / - / AA- →		
Cotation	Non applicable	← Euronext Paris →		
Taux	← Fixe →			
Devise	← EUR →			

*Garantie inconditionnelle et irrévocable de l'État français, portant sur 1 Md€ d'émissions en 2024. Toutes les émissions de l'Unédic sont effectuées selon le droit français.

Source : Unédic, au 29 novembre 2024

→ Une notation financière en adéquation avec le statut de l'Unédic

AA- / F-1+

« L'Unédic continuera à enregistrer des excédents dans les années à venir grâce à la stabilité attendue du chômage et de par la réforme de l'Assurance chômage mise en œuvre sur la période 2021-2023 afin de réduire le déficit de l'Unédic. Cependant, la croissance du bénéfice net restera modérée en raison des prélèvements de l'État, totalisant une baisse de recettes attendue de 12 milliards d'euros sur 2023 et 2026, ainsi qu'un milliard d'euros de dépenses d'intérêts supplémentaires sur la période en raison de nouveaux emprunts.»

FitchRatings

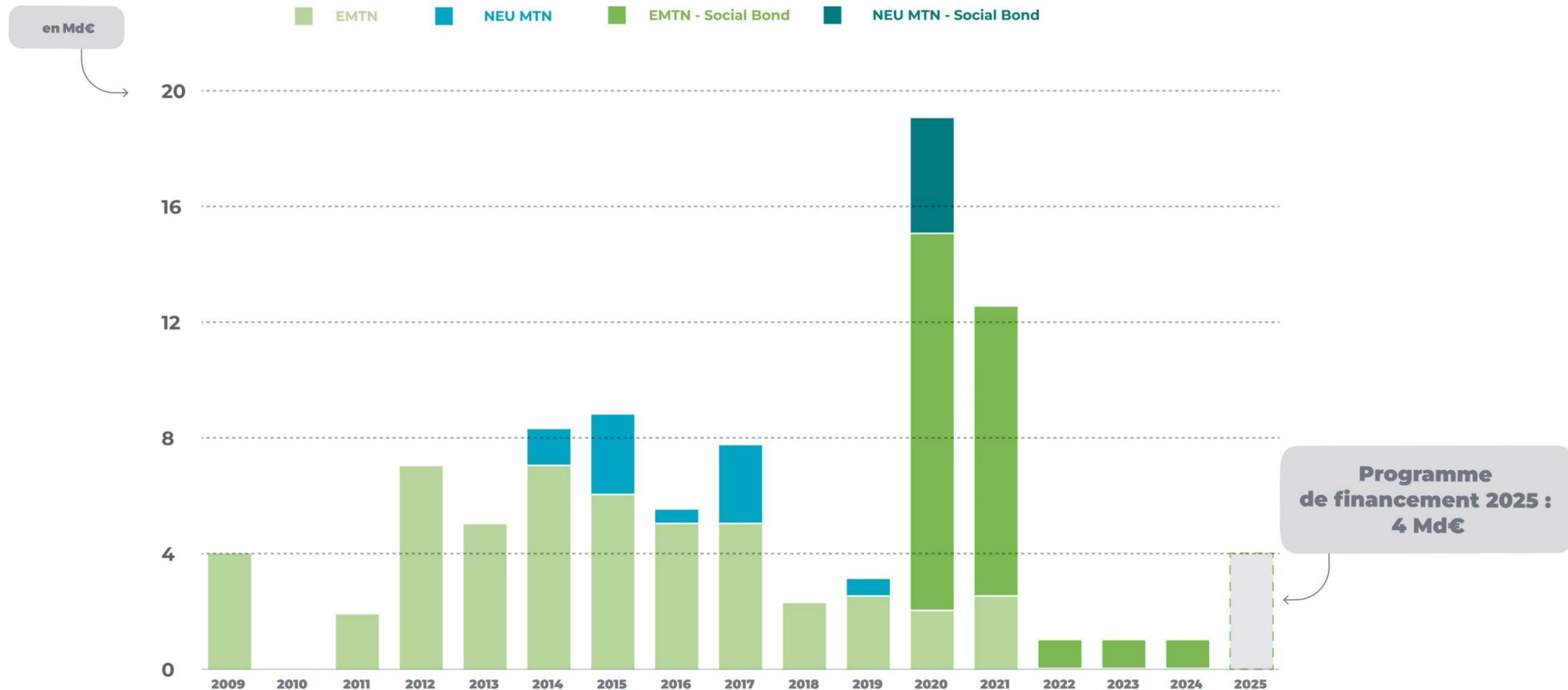
Aa2 / P-1

« La notation de l'Unédic reflète son rôle clé dans la gestion des finances du système français d'Assurance chômage. Grâce à la forte croissance de la masse salariale et aux réformes successives du système d'Assurance chômage, l'Unédic continuera d'afficher de solides excédents au cours des prochaines années, ce qui lui permettra de réduire l'important stock de dettes accumulé pendant la pandémie. »

MOODY'S

Source : FitchRatings - [Rapport de notation](#) (publié le 19 juillet 2024) ; Moody's - [Rapport de notation](#) (publié le 18 juillet 2024)

Plans annuels de financement de l'Unédic



Source : Unédic - L'Unédic réévalue son besoin de financement pour 2025 (publié le 11 octobre 2024)

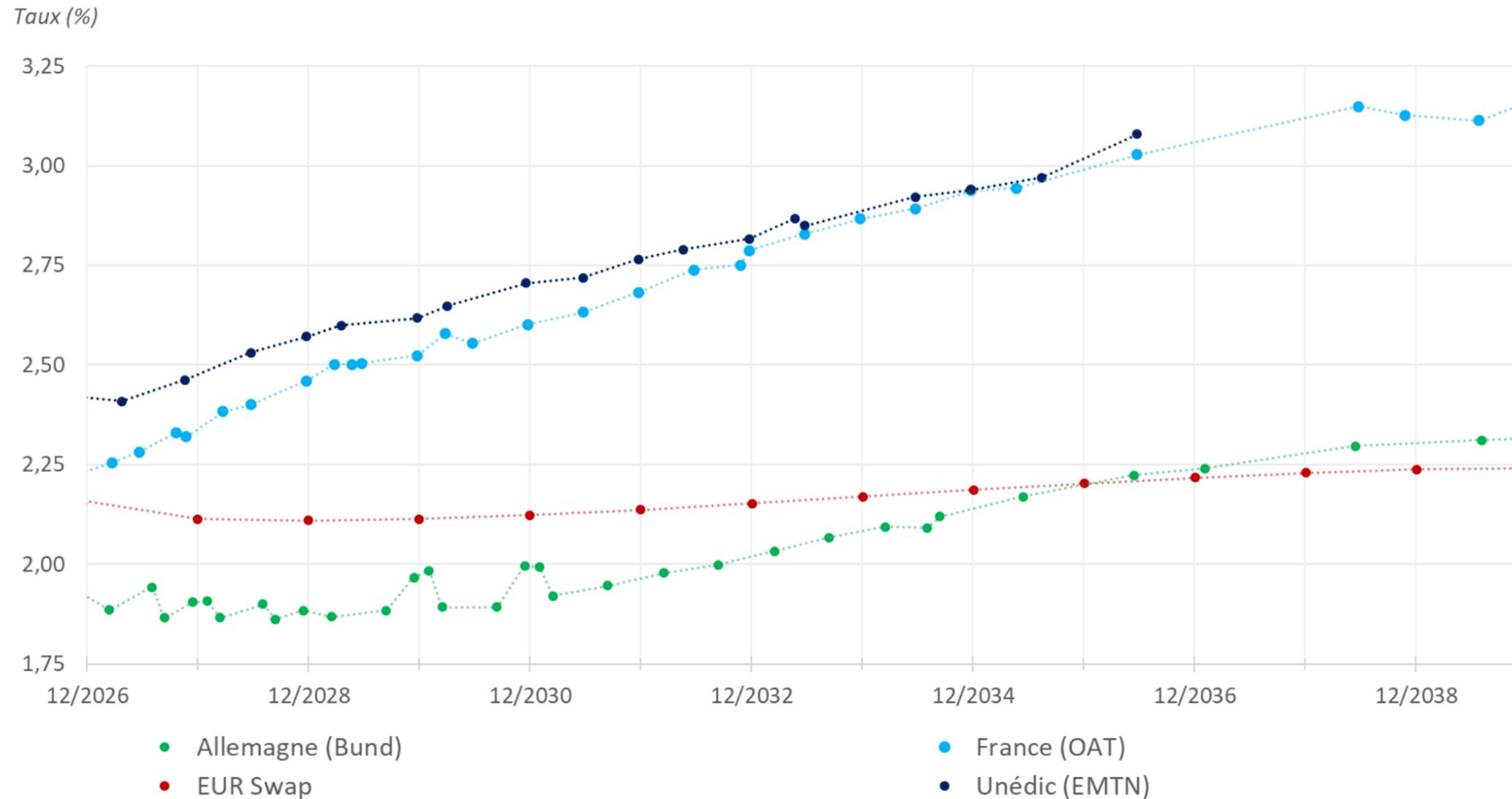
Echéancier de la dette de l'Unédic

L'objectif de l'Unédic est d'adapter son profil d'endettement au cycle économique et d'allonger la maturité moyenne.



Source : Unédic, au 29 novembre 2024

Une courbe de taux bénéficiant de la garantie de l'État français



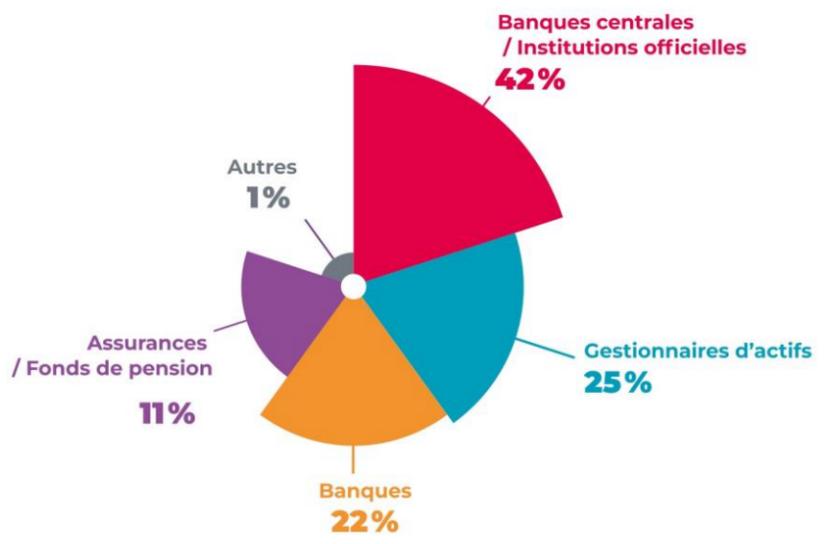
Source : Unédic, au 29 novembre 2024

Investisseurs de l'émission sociale 2022

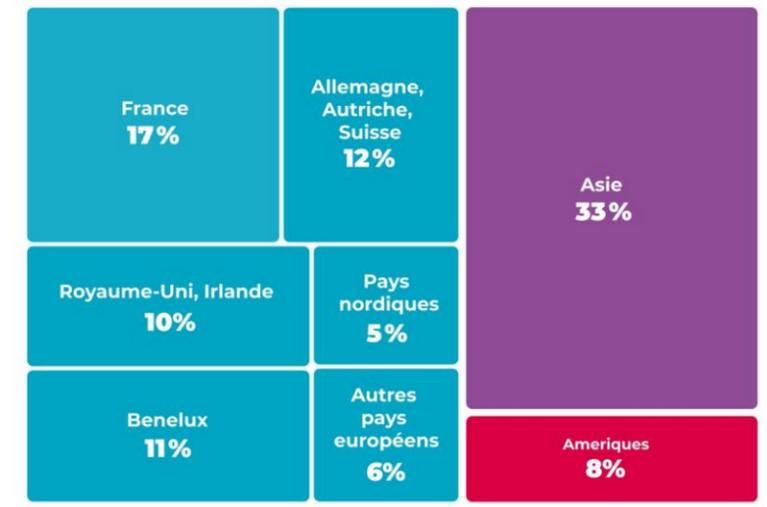
L'Unédic a émis 1 Md€ d'obligation sociale via une émission syndiquée en 2022 :

- 5 Md€ de demande collectée dans le livre d'ordres
- Plus de 90 investisseurs
- Plus de 80 % alloué à des investisseurs étrangers

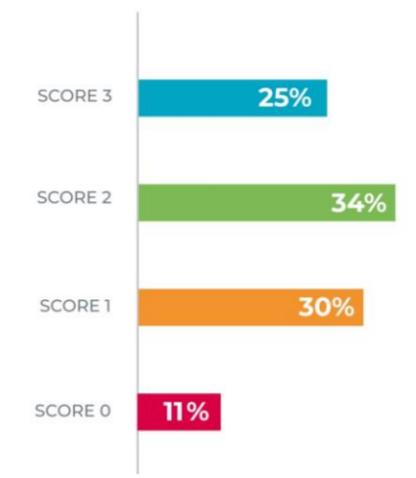
Répartition par type d'investisseur



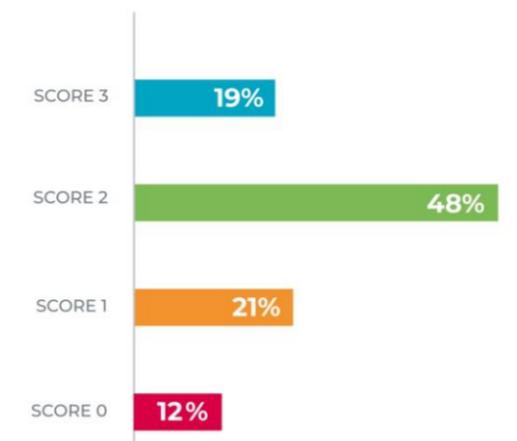
Répartition par zone géographique



Nombre d'investisseurs alloués par score ESG



Montant alloué aux investisseurs par score ESG

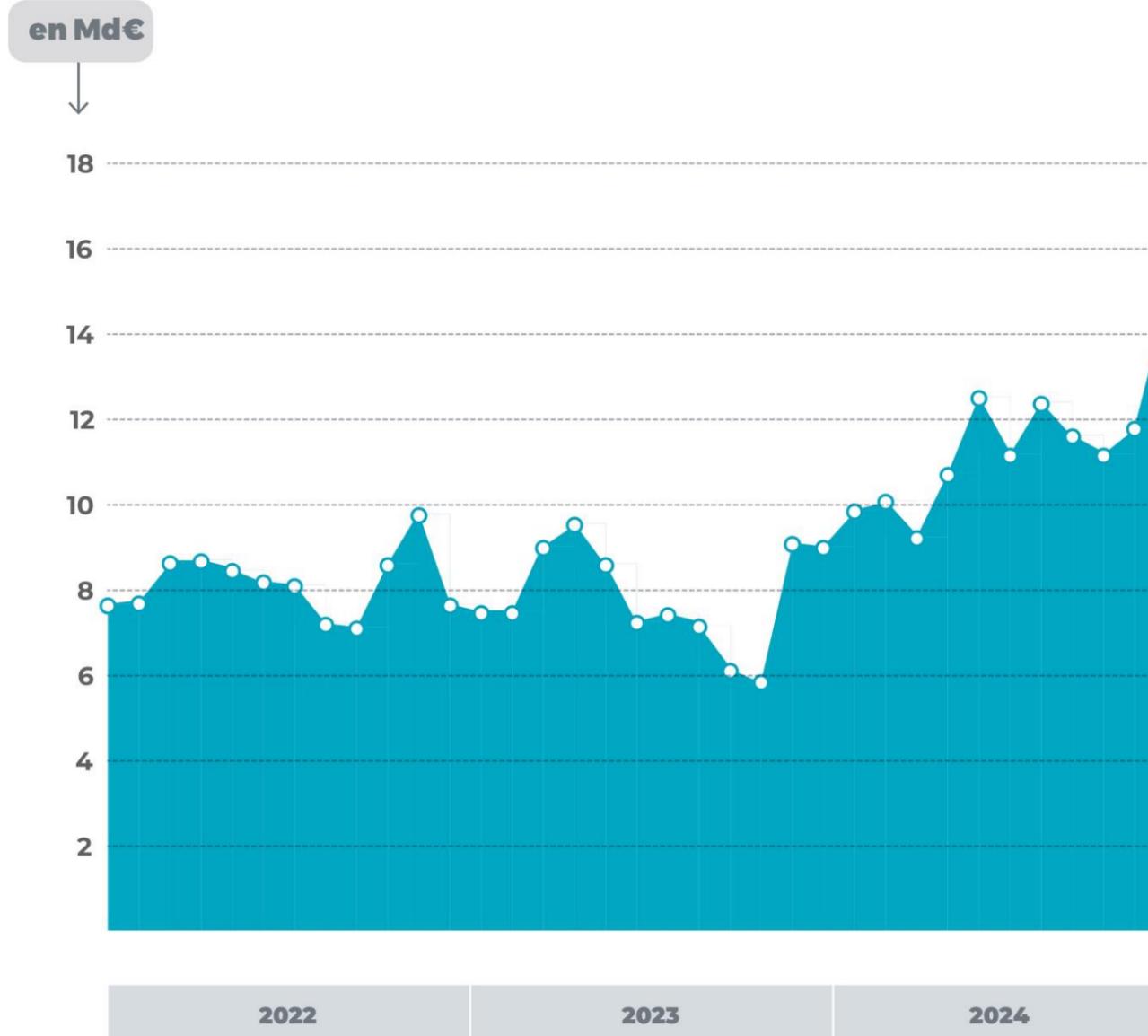


Source : Unédic - Rapport d'Allocation et d'Impact 2022 (publié le 19 février 2024)

Programme NEU CP : Couverture des besoins à court terme

5

STRATÉGIE DE
FINANCEMENT



Source : Unédic, au 29 novembre 2024

Le programme de dette à court terme (NEU CP) de l'Unédic a largement été utilisé en 2023 afin de couvrir les besoins de trésorerie à court terme et le cycle de trésorerie.

L'encours de la dette du programme NEU CP devait diminuer en 2023, mais la réduction de l'excédent de l'Unédic par rapport à ce qui était initialement prévu a dû être compensée par le financement NEU CP augmentant ainsi l'encours à 9 Md€ en fin d'année.

En 2024, le programme NEU CP reste au cœur de la stratégie de financement de l'Unédic.

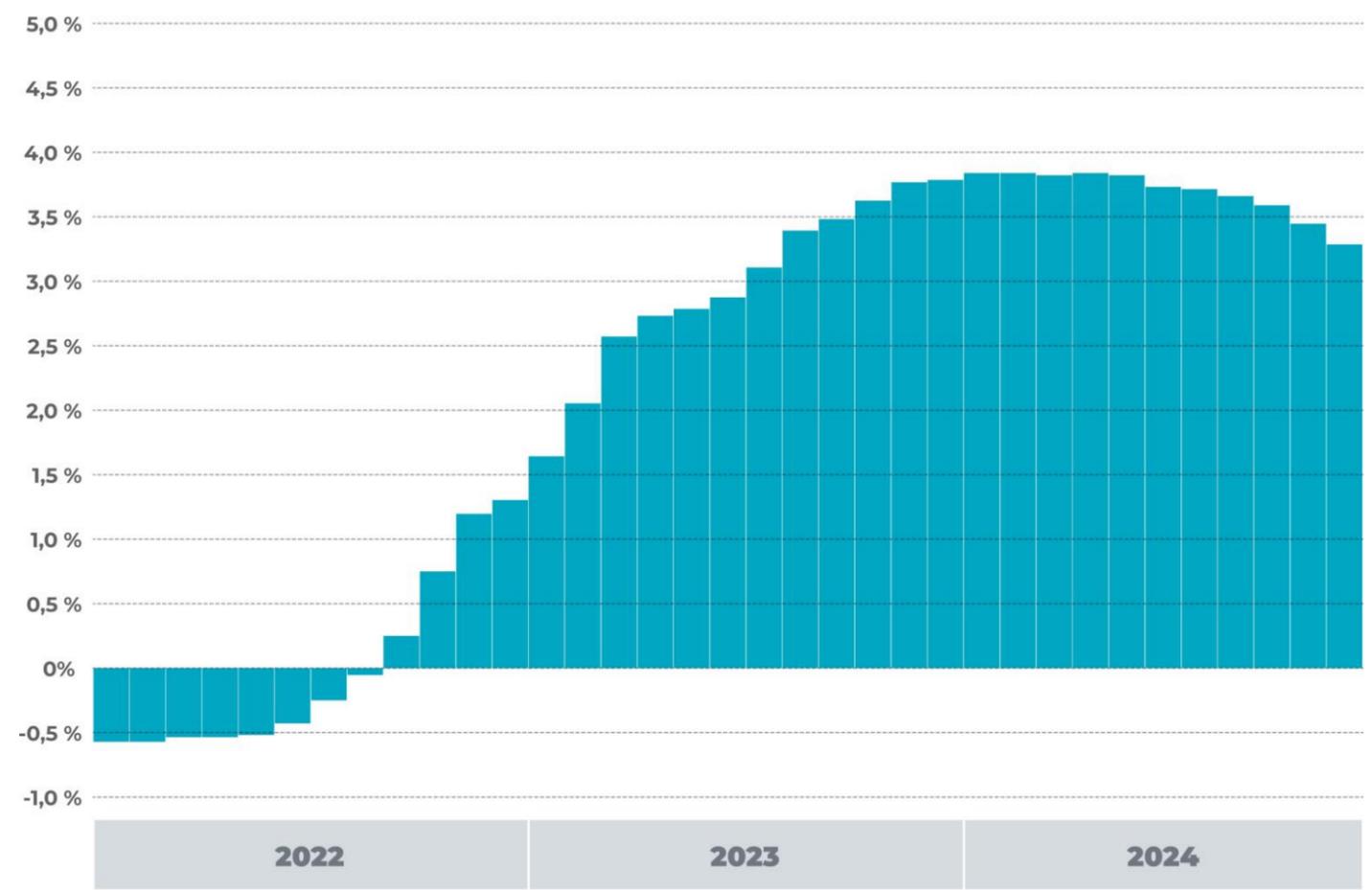
Programme NEU CP : Gestion de la maturité et des taux

La maturité des NEU CP est gérée en fonction des prévisions de trésorerie et des besoins des investisseurs, tandis que les rendements sont corrélés aux taux directeurs.

Maturité moyenne pondérée de l'encours de NEU CP



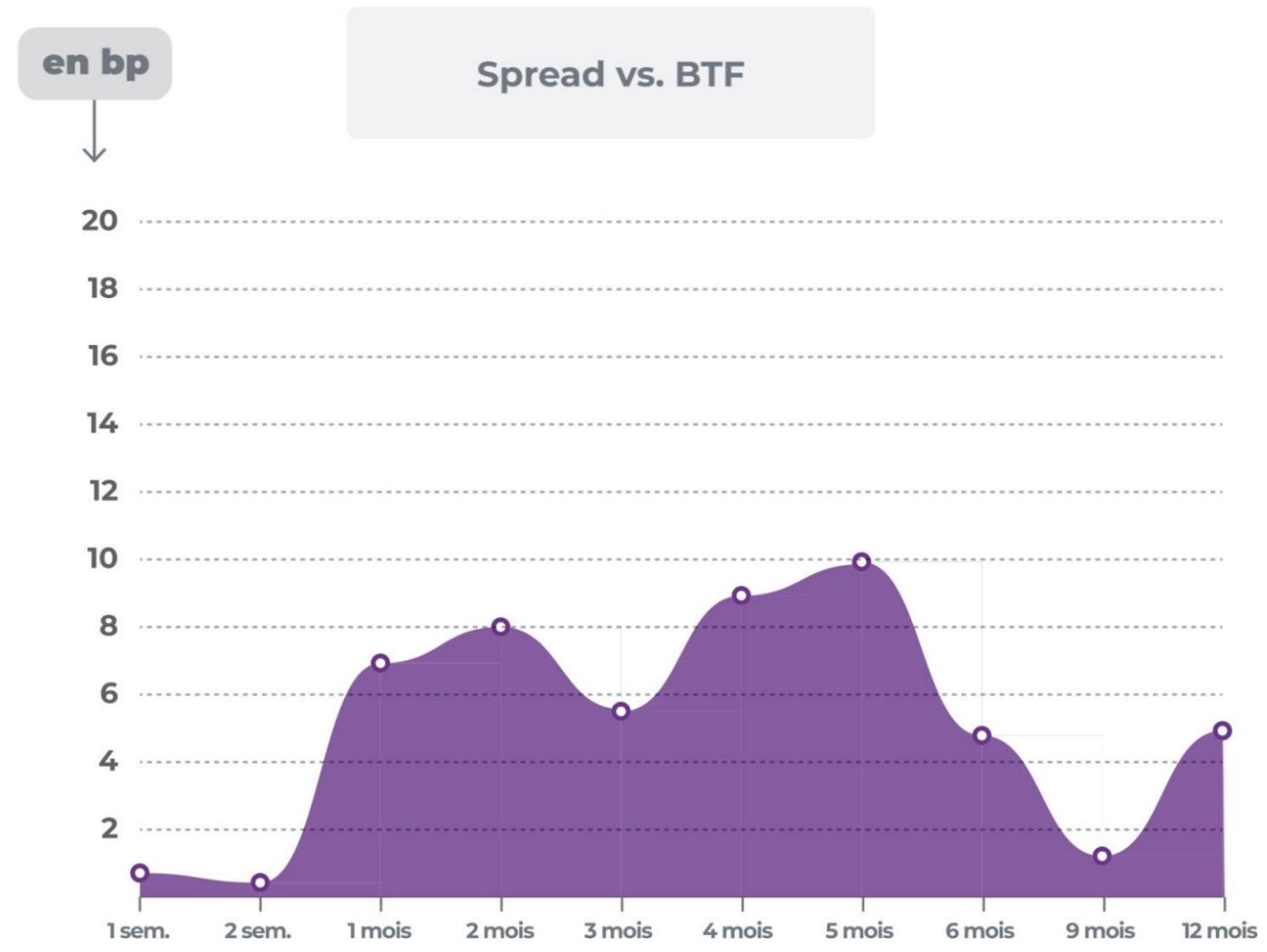
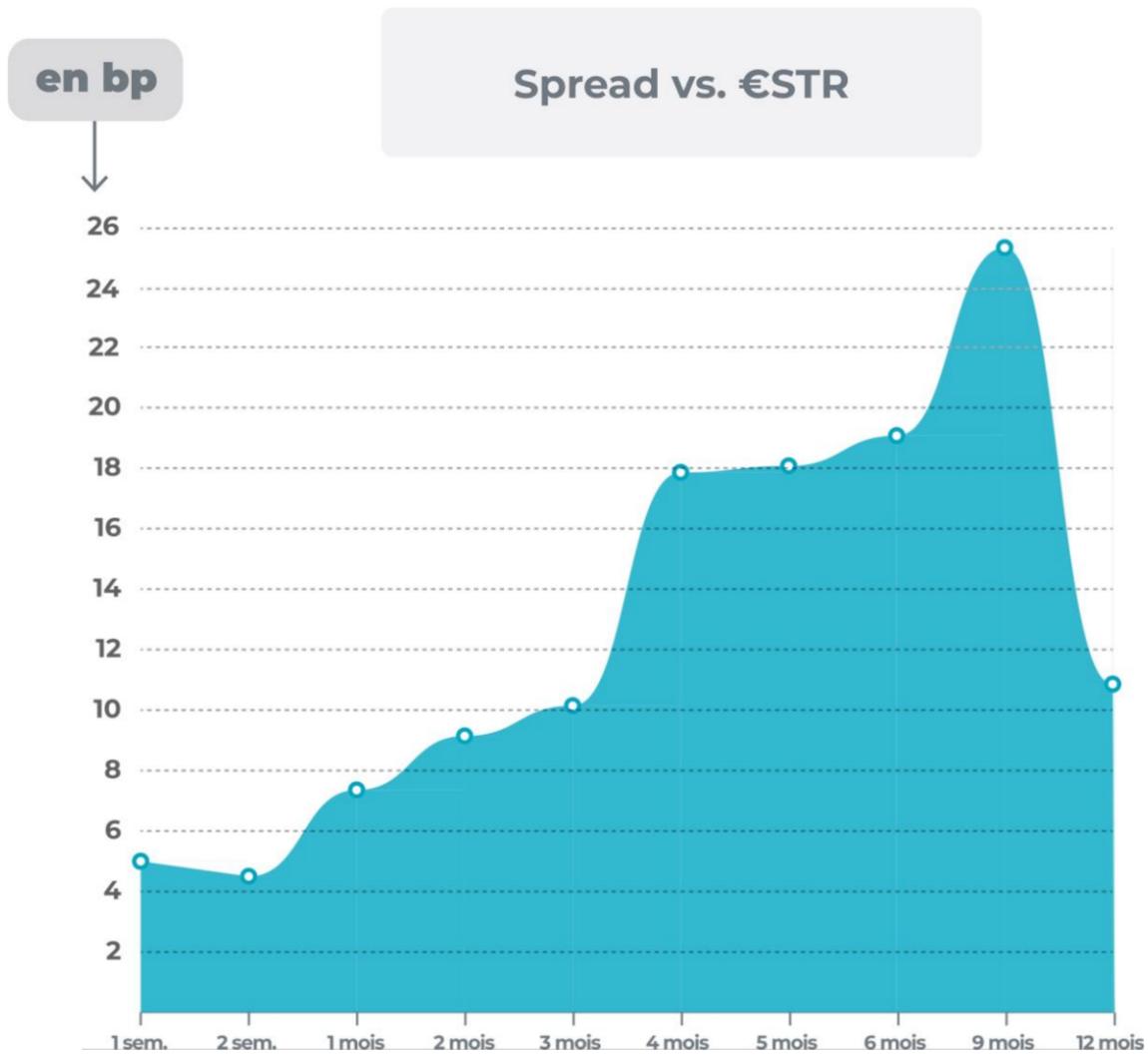
Taux de rendement moyen pondéré de l'encours de NEU CP



Source : Unédic, au 29 novembre 2024

Programme NEU CP : Valeur relative aux références

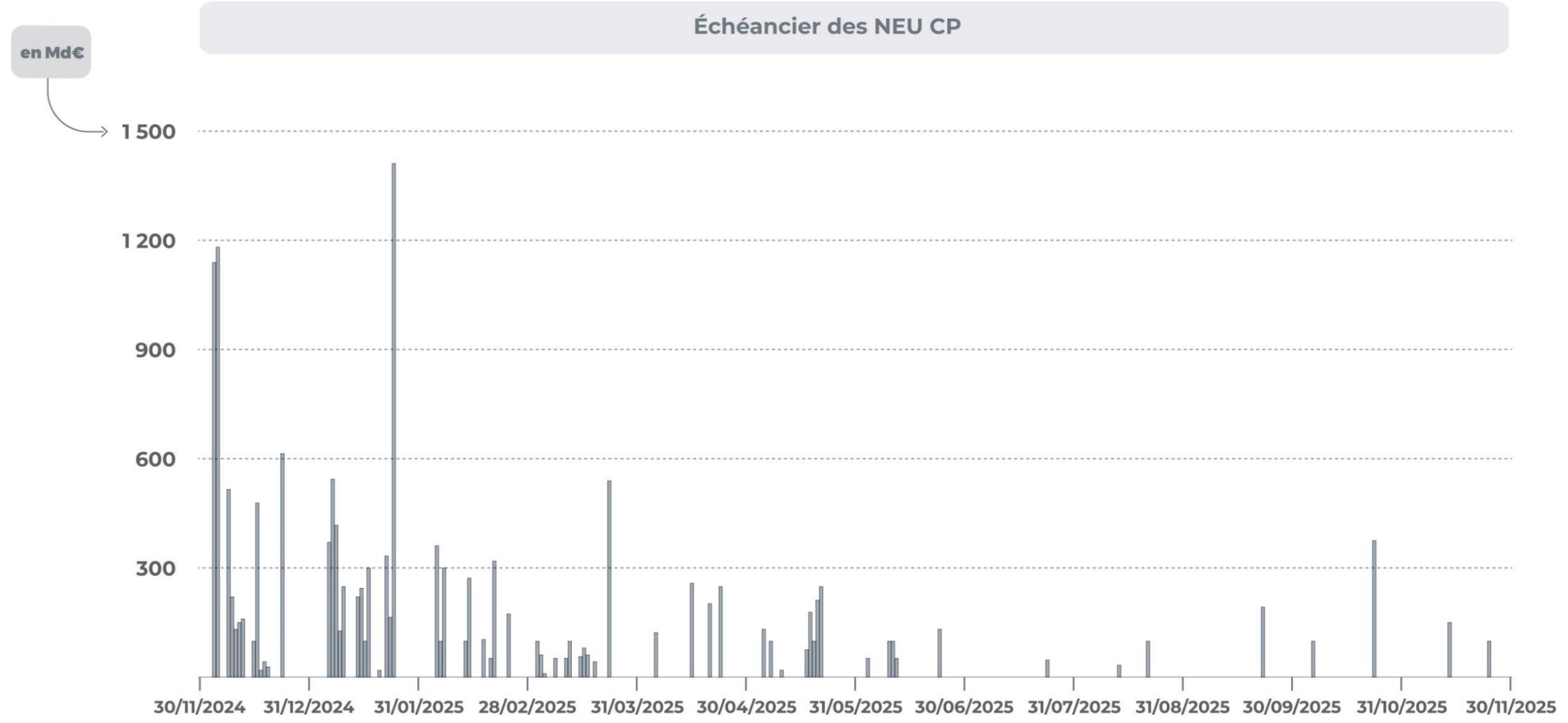
Les rendements à l'émission sont corrélés aux indices de référence du marché monétaire, tels que l'anticipation du marché sur le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la BCE (swap €STR) mais aussi les Bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté français (BTF).



Source : Unédic, au 29 novembre 2024
Note : Calculs basés sur la moyenne pondérée des marges à l'émission au cours du dernier mois.

Programme NEU CP : Gestion de la liquidité

L'Unédic maîtrise le risque de liquidité en étalant les maturités et en lissant les remboursements sur l'horizon d'émission.



Source : Unédic, au 29 novembre 2024

6

Obligations Sociales

→ **Alignement sur les Objectifs de Développement Durable (ODD)**

→ **Vérifications externes**

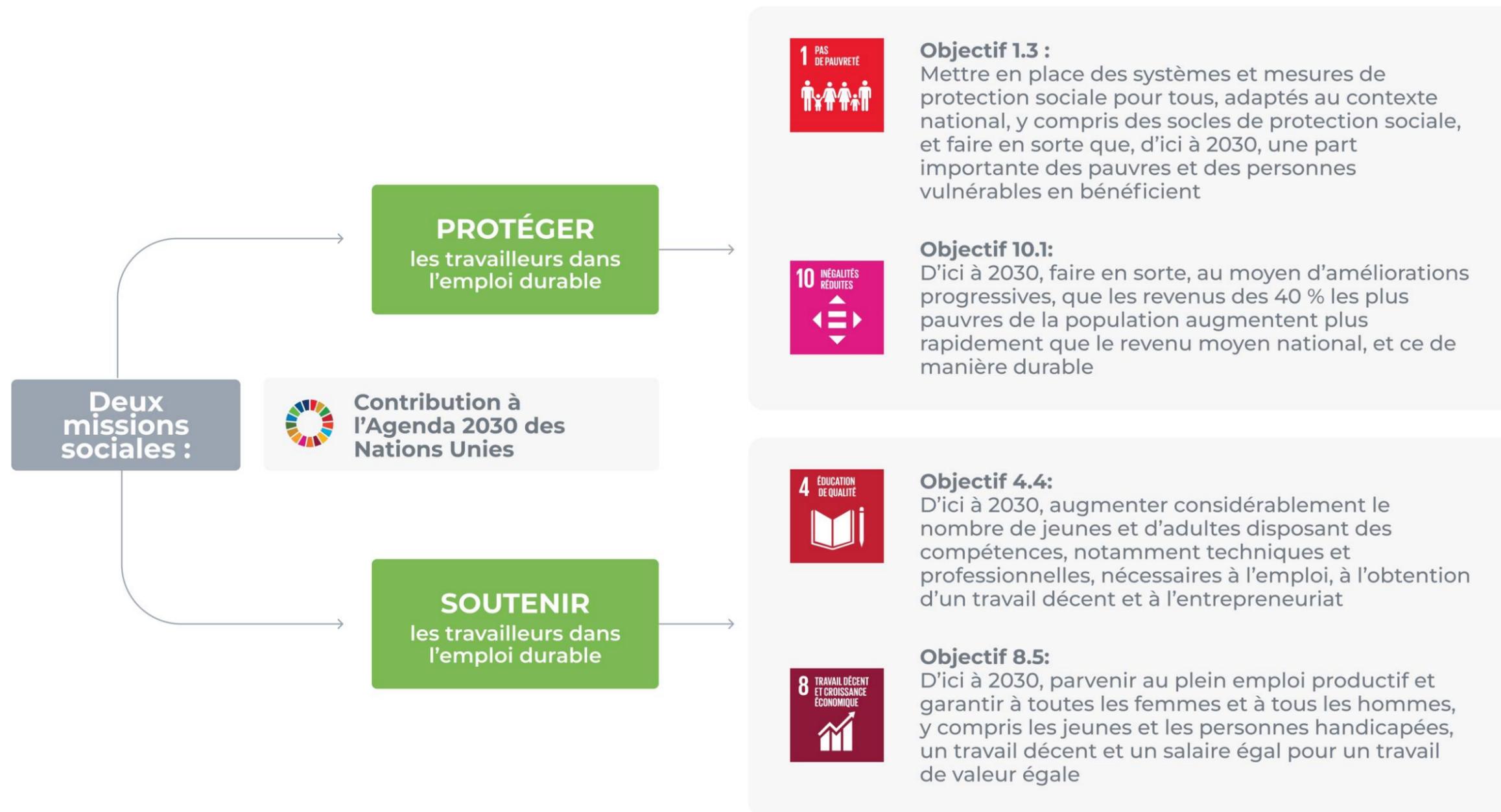
→ **Rapport d'allocation et d'impact 2022**

→ **Dépenses éligibles aux Obligations Sociales de l'Unédic**

→ **Contribution de l'Assurance chômage aux Objectifs de Développement Durable (ODD)**



Alignement sur les Objectifs de Développement Durable (ODD)



Source : Nations Unies - Objectifs de Développement Durable (adoptés le 25 septembre 2015)

SECONDE OPINION

- Une **seconde opinion a été fournie par ISS ESG** pour évaluer la transparence, la gouvernance et la conformité aux **Principes applicables aux Obligations Sociales (SBP)** de l'ICMA.
- **ISS ESG** a publié sa seconde opinion le 30 juin 2020 qui est disponible sur le site de l'Unédic : [SPO](#)

ISS ESG 

Contribution aux objectifs de développement durable de l'ONU



EXAMEN INDÉPENDANT

Audit annuel jusqu'à l'affectation complète du produit de l'émission :

- Affectation du produit de l'émission aux dépenses éligibles
- Conformité des dépenses financées par le produit de l'émission avec les critères d'éligibilité

REVUE EXTERNE

- **ISS ESG a également été mandaté pour évaluer la transparence, la gouvernance et l'alignement des Rapports d'allocation et d'impact** avec le Document cadre d'émissions sociales de l'Unédic et les SBP de l'ICMA.
- ISS ESG a publié des revues externes des rapports sur les émissions sociales de l'Unédic :
 1. [Revue externe du rapport sur les émissions sociales de 2020](#) (publiée le 11 mars 2022)
 2. [Revue externe du rapport sur les émissions sociales de 2021](#) (publiée le 28 février 2023)
 3. [Revue externe du rapport sur les émissions sociales de 2022](#) (publiée le 3 avril 2024)

SECTION D'EXAMEN	2020	2021	2022
Alignement avec les engagements de l'Émetteur énoncés dans le Cadre	✓ Aligné		✗ Non aligné
Alignement avec le Cadre Harmonisé pour les évaluations d'impact des obligations sociales	✓ Aligné		✗ Non aligné
La publication de l'allocation des produits et la solidité des indicateurs du rapport	+ Positif		

→ Choix et méthode d'allocation :

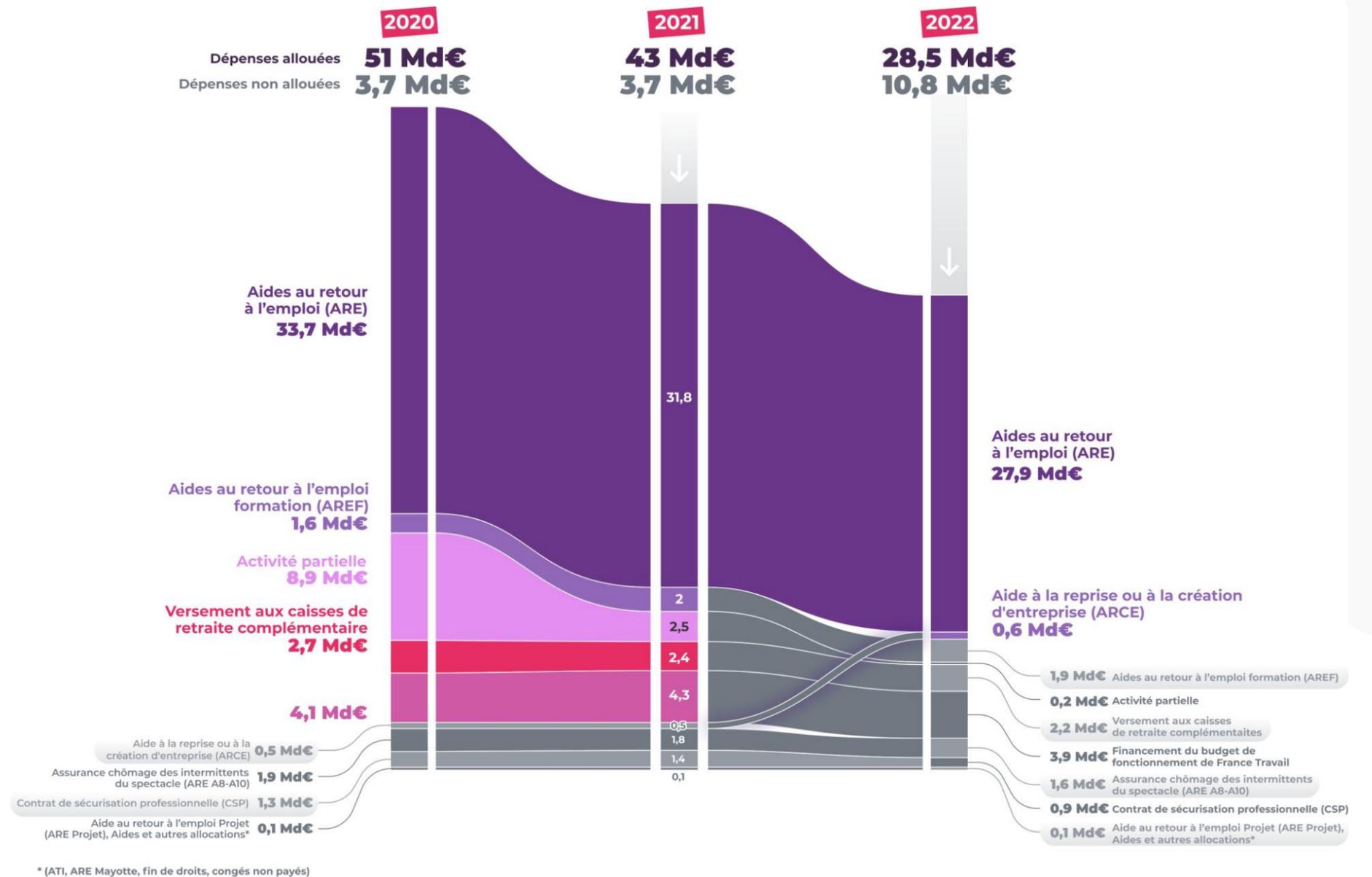
Allocation de 100 % des fonds levés via obligations sociales (fonds non alloués = 0 %), soit 1 Md€.

Allocation au financement des dispositifs liés à la création d'entreprise par les demandeurs d'emploi en France :

- Allocation de l'ensemble des dépenses de quotas pour l'Aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE), soit 596 M€
- Montant résiduel alloué aux dépenses d'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) perçues par les entrepreneurs, en plus des revenus liés à l'activité indépendante, soit 404 M€

→ Objectif de l'allocation

Le contexte de forte reprise économique et de dynamisme de création d'emplois et d'entreprises en 2022 a conduit l'Unédic à se concentrer sur le suivi de ces dépenses dans le cadre de ce Rapport d'allocation et d'impact.



Source : Unédic - Rapport d'allocation et d'impact 2022 (publié le 19 février 2024)

Dépenses éligibles aux Obligations Sociales de l'Unédic

	MONTANT												
	2019			2020			2021			2022			TOTAL
	ÉLIGIBLE	ALLOCATION	RELIQUAT ALLOUÉ	ÉLIGIBLE	ALLOCATION	ALLOUÉ	ÉLIGIBLE	ALLOCATION	ALLOUÉ	ÉLIGIBLE	ALLOCATION	ALLOUÉ	ALLOUÉ
 Mission Protéger	33 690 126 817 €			47 209 251 721 €		15 912 150 422 €	38 518 666 220 €		8 829 791 339 €	31 883 678 679 €		404 111 953 €	25 146 053 714 €
Activité partielle	37 629 250 €	0%	—	8 938 017 150 €	100%	8 938 017 150 €	2 469 603 646 €	100%	2 469 603 646 €	180 730 833 €	0%	—	11 407 620 796 €
Aide au retour à l'emploi (ARE)	30 074 431 332 €	0%	—	33 671 804 425 €	19,2%	6 460 004 044 €	31 753 876 800 €	18,6%	5 904 836 464 €	27 878 339 225 €	1,4%	404 111 953 €	12 768 952 460 €
Versement aux caisses de retraite complémentaire	2 104 609 674 €	0%	—	2 679 821 671 €	19,2%	514 129 229 €	2 448 698 948 €	18,6%	455 351 229 €	2 228 692 870 €	0%	—	969 480 457 €
Assurance chômage des intermittents du spectacle (ARE A8-A10)	1 441 047 473 €	0%	—	1 880 859 737 €	0%	—	1 812 375 967 €	0%	—	1 554 298 127 €	0%	—	—
Aides et autres allocations*	32 409 088 €	0%	—	38 748 738 €	0%	—	34 110 860 €	0%	—	41 617 616 €	0%	—	—
 Mission Accompagner	3 521 338 335 €			4 075 466 400 €		781 886 503 €	4 254 908 253 €		791 227 401 €	3 925 126 301 €			1 573 113 904 €
Financement du budget de fonctionnement France Travail	3 521 338 335 €	0%	—	4 075 466 400 €	19,2%	781 886 503 €	4 254 908 253 €	18,6%	791 227 401 €	3 924 126 301 €	0%	—	1 573 113 904 €
 Mission Protéger & Accompagner	3 208 953 589 €			3 362 103 894 €		305 963 075 €	3 971 233 363 €		378 981 260 €	3 517 299 988 €		595 888 047 €	1 280 832 382 €
Aide au retour à l'emploi formation (ARE-F)	1 440 961 002 €	0%	—	1 594 786 744 €	19,2%	305 963 075 €	2 038 011 435 €	18,6%	378 981 260 €	1 929 437 726 €	0%	—	684 944 335 €
Contrat de sécurisation professionnelle (CSP)	1 189 267 622 €	0%	—	1 290 815 462 €	0%	—	1 389 714 260 €	0%	—	910 327 854 €	0%	—	—
Aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE)	578 713 732 €	0%	—	453 360 449 €	0%	—	485 776 162 €	0%	—	595 888 047 €	100%	595 888 047 €	595 888 047 €
Aide au retour à l'emploi Projet (ARE Projet)	11 232 €	0%	—	23 141 240 €	0%	—	57 731 507 €	0%	—	81 646 361 €	0%	—	—
TOTAL	40 420 418 741 €			54 646 822 015 €		17 000 000 000 €	46 744 807 836 €		10 000 000 000 €	39 325 104 968 €		1 000 000 000 €	28 000 000 000 €

* (ATI, ARE Mayotte, fin de droits, congés non payés)

Source : Unédic - Rapport d'allocation et d'impact 2022 (publié le 19 février 2024)

Contribution du régime d'Assurance chômage aux ODD

	Indicateurs										
	Taux de pauvreté en conditions de vie	Inégalités du patrimoine	Inégalités des revenus - rapport interquintiles	Compétences numériques : personnes n'ayant pas utilisé Internet au cours des trois derniers mois	Jeunes de 18 à 24 ans sortis précocement du système scolaire	Jeunes et adultes, sortis de formation initiale, ayant participé à une formation	Taux de sous-emploi	Jeunes de 15-24 ans ne travaillant pas et ne suivant ni études, ni formation	Taux d'emploi	Emplois aidés dans l'emploi des jeunes	Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant
Mission Protéger											
Activité partielle	✓	✓	✓								
Aide au retour à l'emploi (ARE)	✓	✓	✓								
Versement aux caisses de retraite complémentaire	✓	✓	✓								
Assurance chômage des intermittents du spectacle (ARE A8-A10)	✓	✓	✓								
Aides et autres allocations	✓	✓	✓								
Mission Accompagner											
Financement du budget de fonctionnement France Travail				✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mission Protéger & Accompagner											
Aide au retour à l'emploi formation (ARE-F)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Contrat de sécurisation professionnelle (CSP)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Aide au retour à l'emploi Projet (ARE Projet)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓



ODD 1 - Pas de pauvreté : L'objectif 1 vise à mettre fin à la pauvreté et à lutter contre les inégalités sous toutes leurs formes, partout. Il se compose de sept sous-objectifs : réduction de la pauvreté, accès aux services de base, réduction de la proportion de travailleurs pauvres et des plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants.



ODD 4 - Éducation de qualité : L'objectif 4 vise à garantir l'accès universel à une éducation équitable, gratuite et de qualité à tous les stades de la vie, y compris l'élimination des disparités entre les sexes et les revenus. Il met également l'accent sur l'acquisition de compétences de base et de compétences de niveau supérieur pour vivre dans une société durable. L'ODD 4 appelle également à la construction et à l'amélioration des infrastructures éducatives, à l'augmentation du nombre de bourses d'études supérieures dans les pays en développement et au nombre d'enseignants qualifiés dans ces pays.



ODD 8 - Travail décent et croissance économique : L'objectif 8 reconnaît l'importance d'une croissance économique soutenue, inclusive et durable pour fournir un emploi décent et de qualité à tous. Il vise à éradiquer le travail indigne et à protéger les travailleurs. Il favorise le développement de formations et d'opportunités d'emploi pour les nouvelles générations, accompagnées d'une augmentation des compétences pour les emplois durables. L'ODD 8 prévoit également une coopération internationale renforcée pour soutenir la croissance et l'emploi décent dans les pays en développement, grâce à une augmentation de l'aide au commerce, à des politiques axées sur le développement et à une stratégie mondiale pour l'emploi des jeunes.



ODD 10 - Inégalités réduites : L'objectif 10 appelle les pays à adapter leurs politiques et leur législation afin d'augmenter les revenus des 40 % les plus pauvres et de réduire les inégalités salariales fondées sur le sexe, l'âge, le handicap, l'origine sociale ou ethnique et l'appartenance religieuse. Cela inclut également la promotion de la représentation des pays en développement dans les prises de décision mondiales.

Source : Unédic - Rapport d'allocation et d'impact 2022 (publié le 19 février 2024)

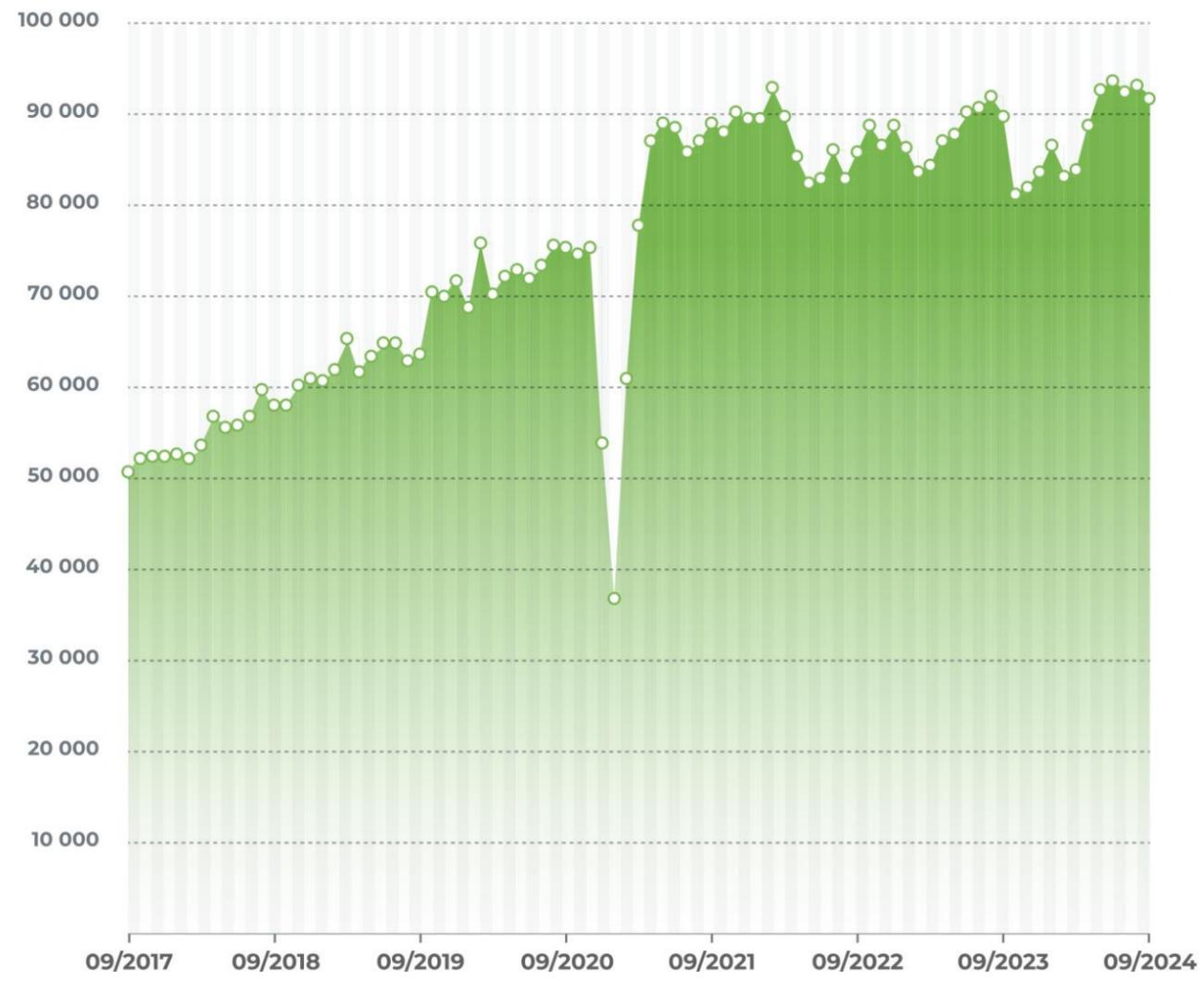
Annexes

- Créations et défaillances d'entreprises en France
- Pyramide des âges
- Règles relatives à l'Assurance chômage
- L'Unédic : au cœur de son écosystème
- Le taux d'emploi français converge vers la moyenne européenne
- Taux de chômage en Europe
- Projections du taux de chômage par pays
- Taux de chômage par âge et par pays
- Comparaison des taux de chômage des hommes et des femmes par pays
- Niveaux secondaires de la dette de l'Unédic
- Base investisseurs de l'Unédic : Programmes EMTN & NEU MTN
- Analyse et recherche

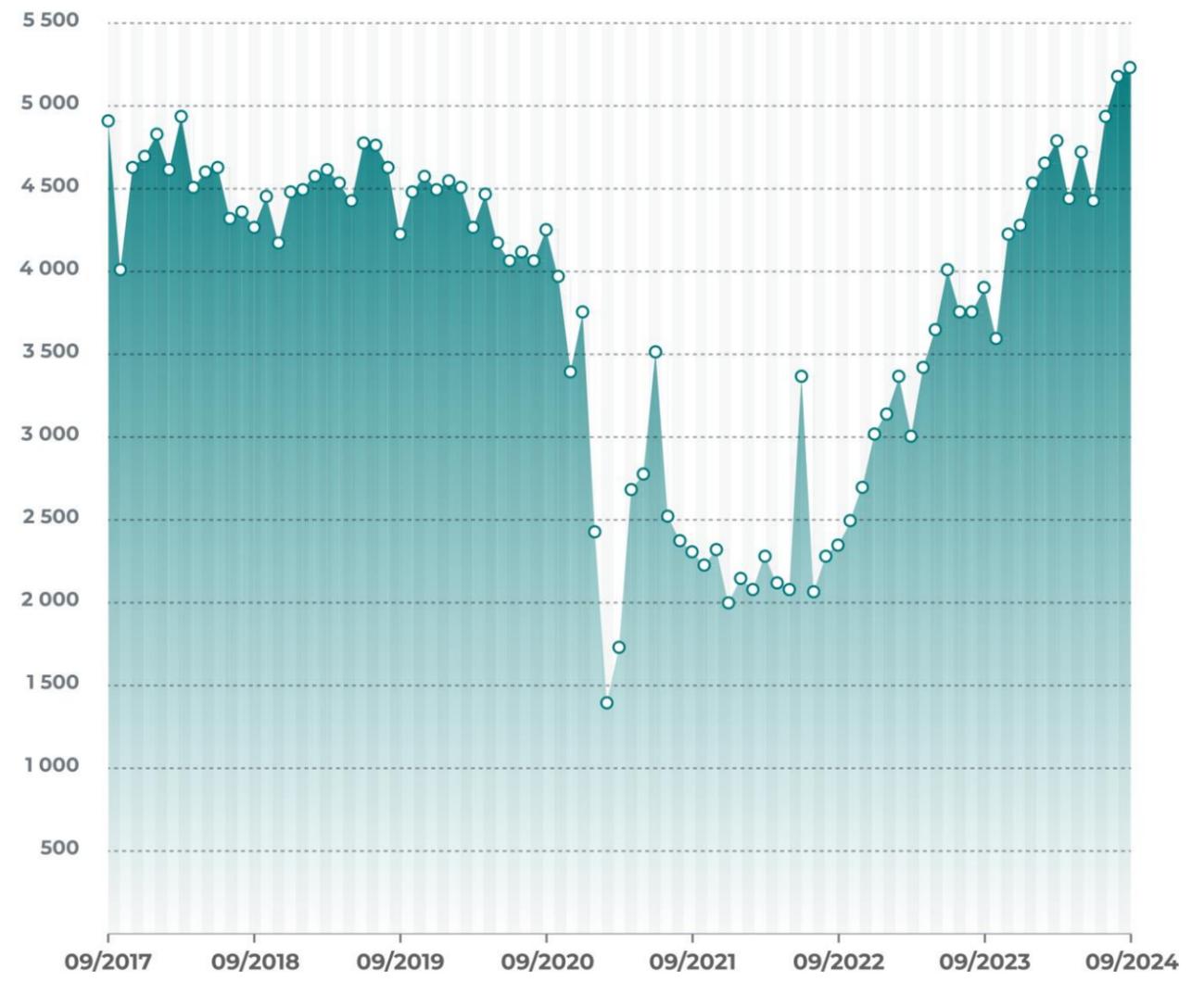
Unédic

Créations et défaillances d'entreprises en France

Nombre de créations d'entreprises

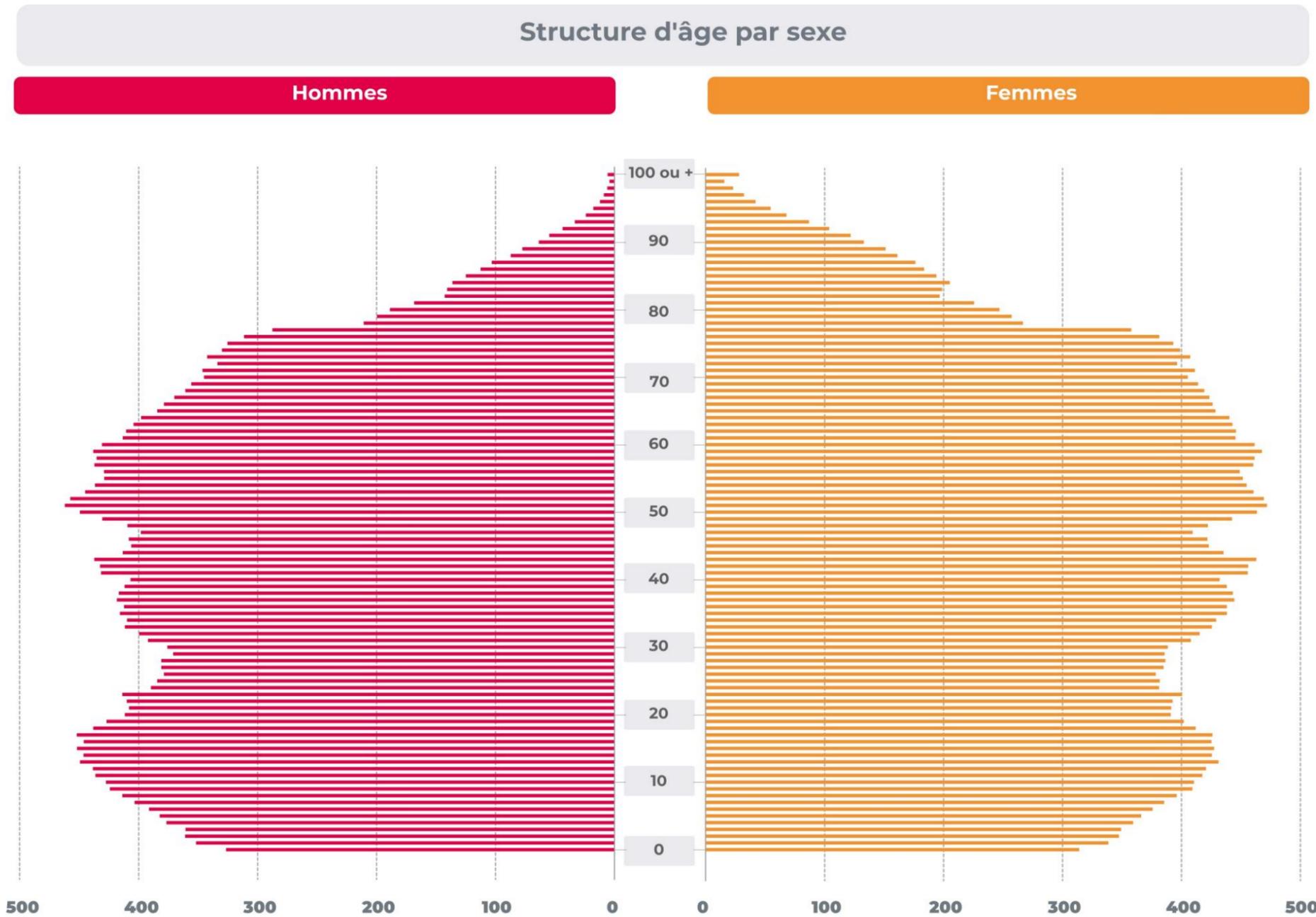


Nombre de défaillances d'entreprises



Sources :
Insee - [Nombre de créations d'entreprises en septembre 2024](#) (publié le 20 novembre 2024)
Insee - [Nombre de défaillances d'entreprises en septembre 2024 par date de jugement](#) (publié le 20 novembre 2024)

Pyramide des âges



Source : Pyramide des âges en 2024 (publié le 16 janvier 2024)

CONDITIONS pour bénéficier des allocations chômage

-  Avoir perdu involontairement son emploi
-  Rechercher activement un travail ou une formation
-  Être disponible pour travailler
-  Vivre en France
-  Respecter les conditions minimales d'ouverture de droits

CALCUL de l'allocation chômage

→ Le salaire journalier de référence est le quotient entre :

$$\frac{\text{Le salaire de référence}}{\text{Le nombre de jours calendaires entre le début du premier contrat et la fin du dernier contrat}}$$

Le salaire de référence
Montant total des salaires perçus au cours de la période de référence

→ L'allocation journalière est le résultat le plus élevé entre :

$$40,4 \% \text{ du salaire journalier de référence} + 13,11 \text{ €}$$

OU

$$57 \% \text{ du salaire journalier de référence}$$

CONDITIONS MINIMALES pour bénéficier des allocations chômage



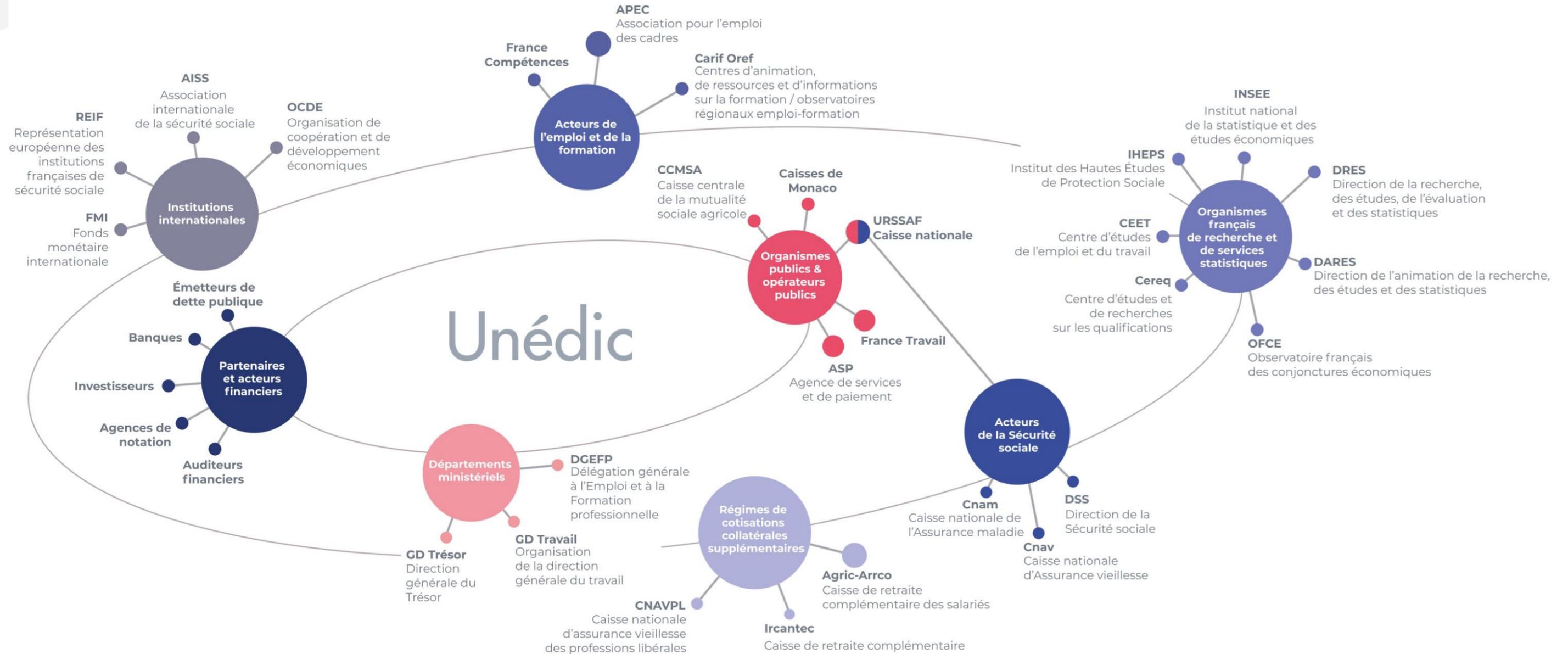
DURÉE du versement des allocations chômage



Source : Unédic

*dégradation de l'état du marché du travail, c'est-à-dire lorsque le taux de chômage dépasse 9 %

L'Unédic : au cœur de son écosystème

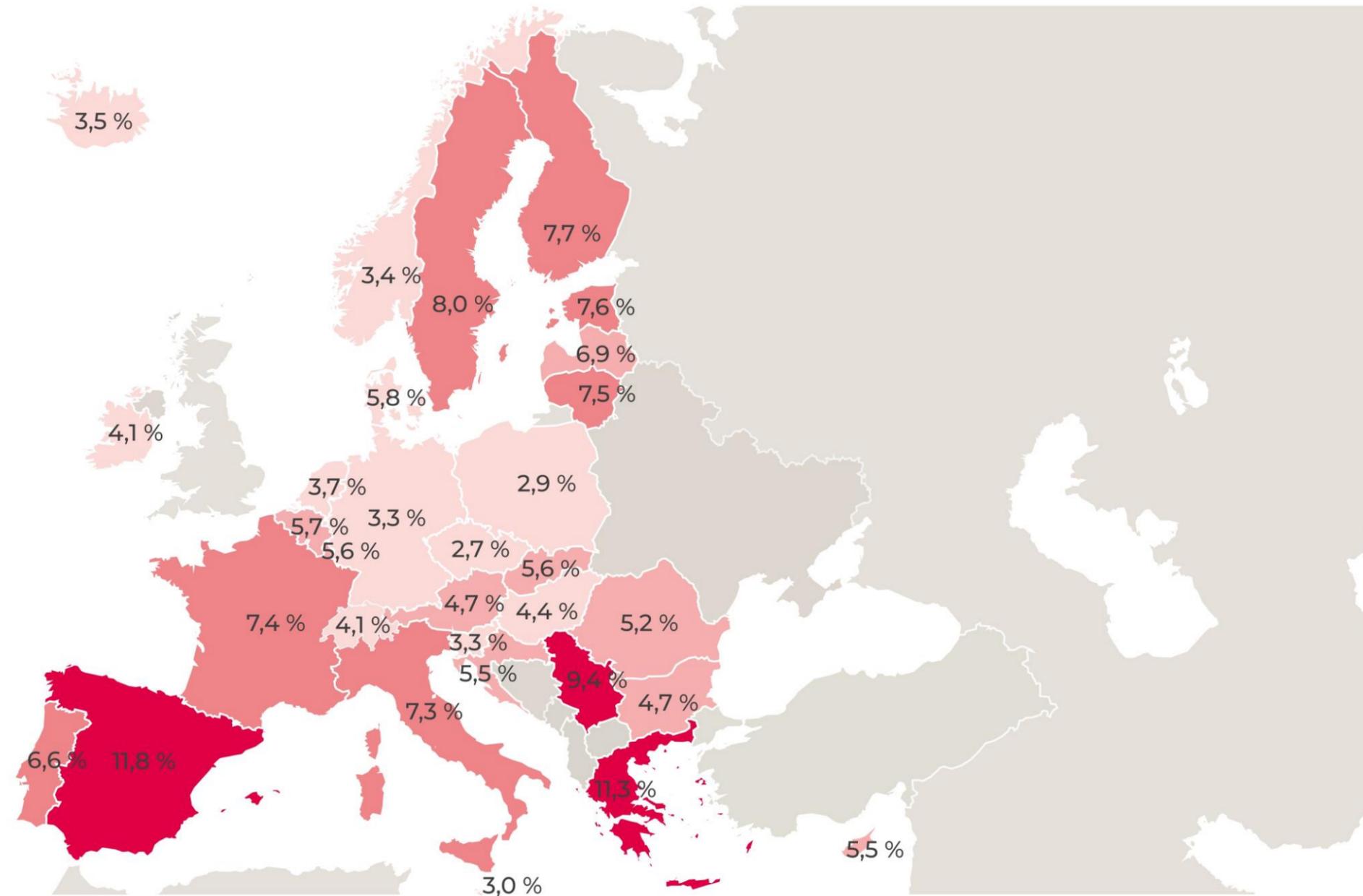


Le taux d'emploi français converge vers la moyenne européenne



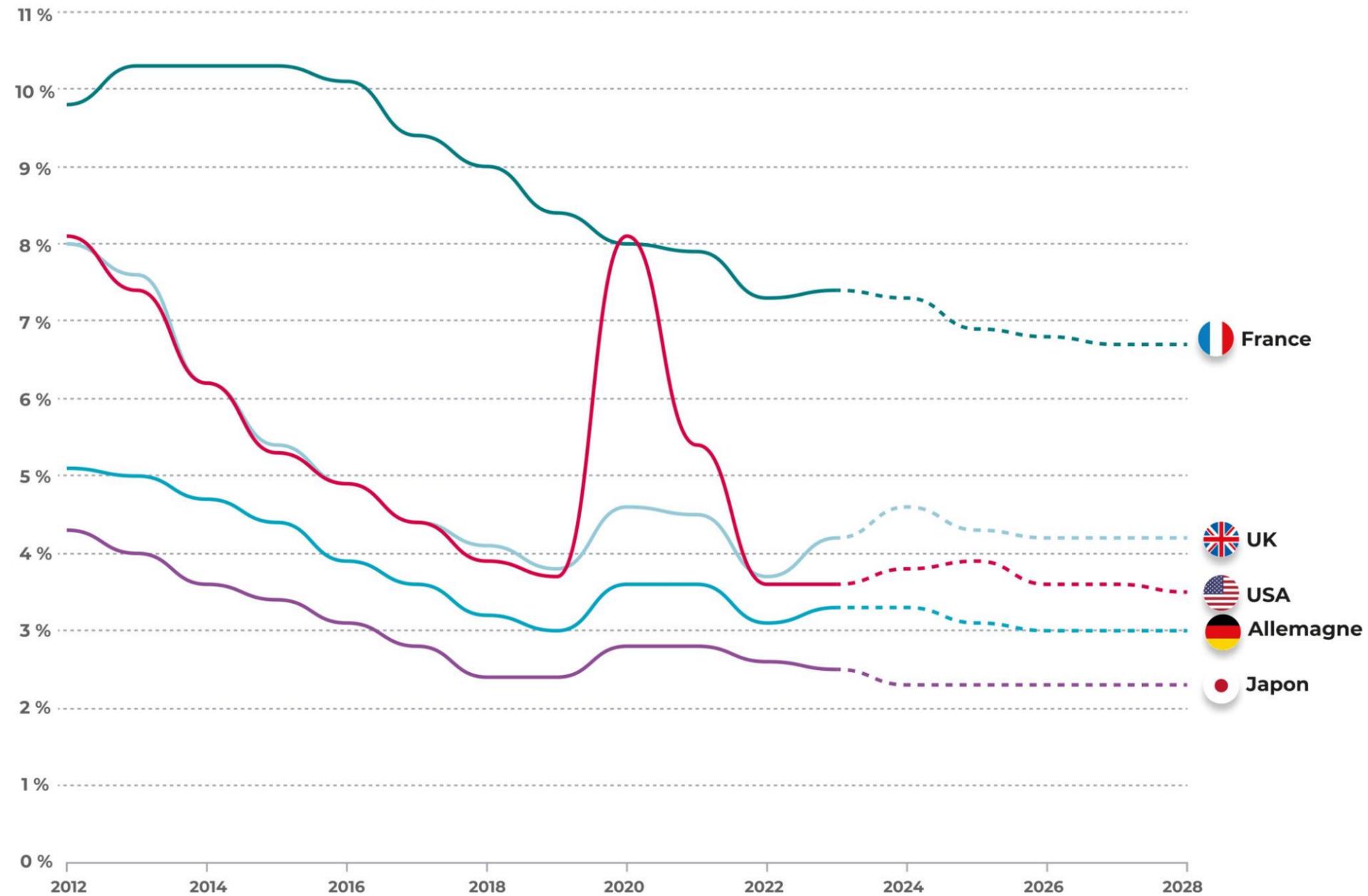
Source : Eurostat - [Emploi et activité](#), données de 2023

Taux de chômage en Europe



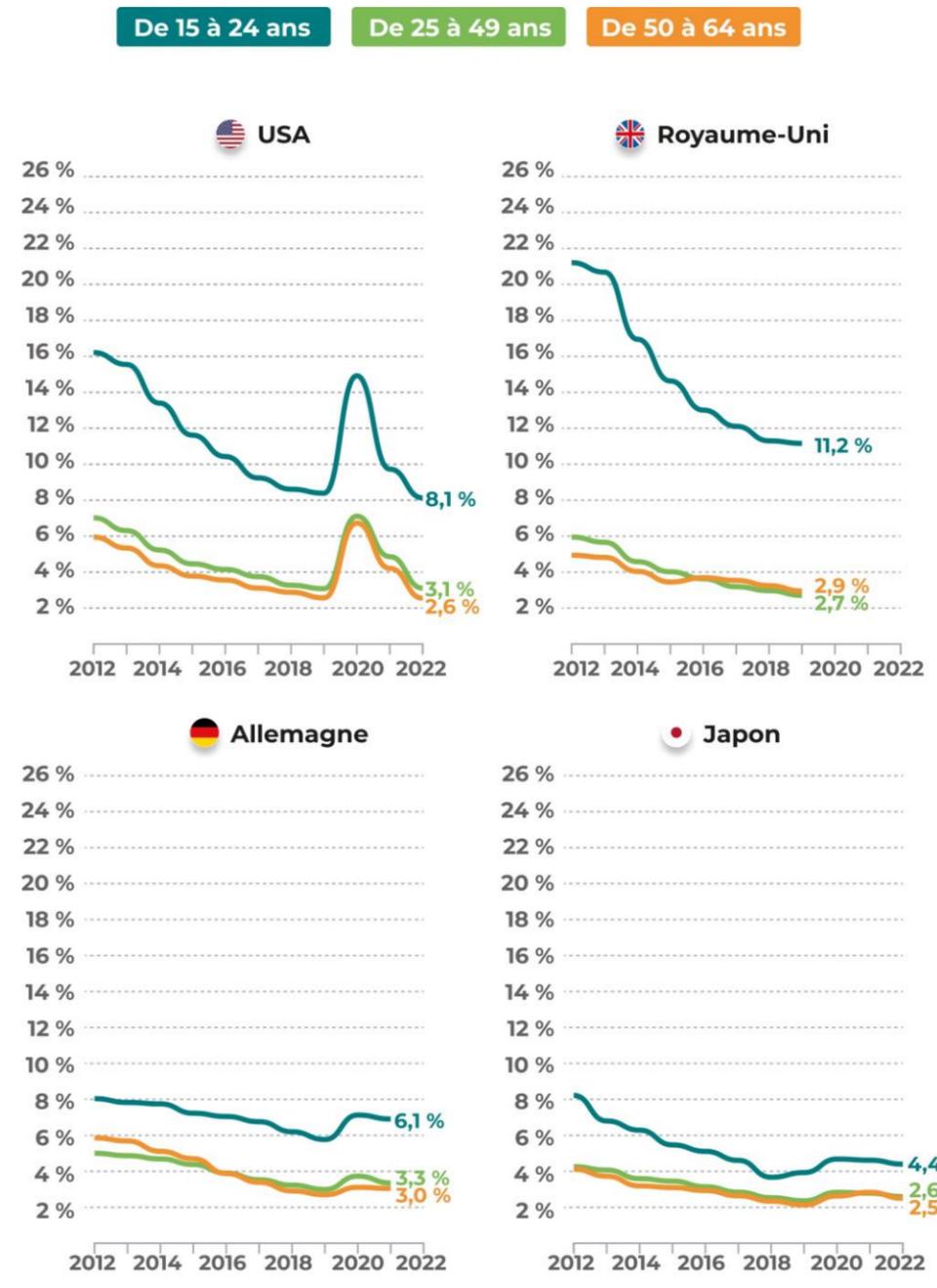
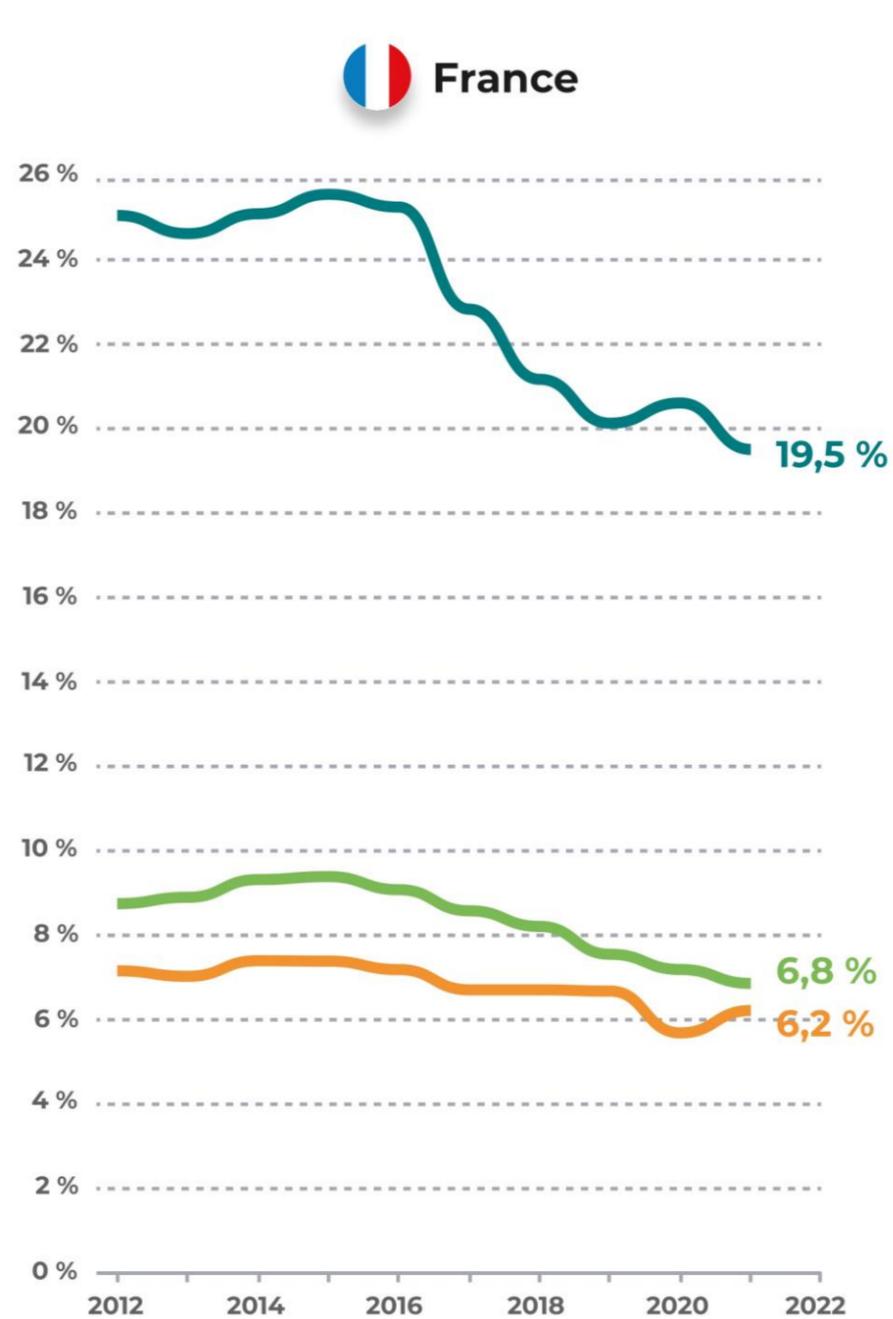
Source : Eurostat – Chômage, données de février 2024

Projections du taux de chômage par pays



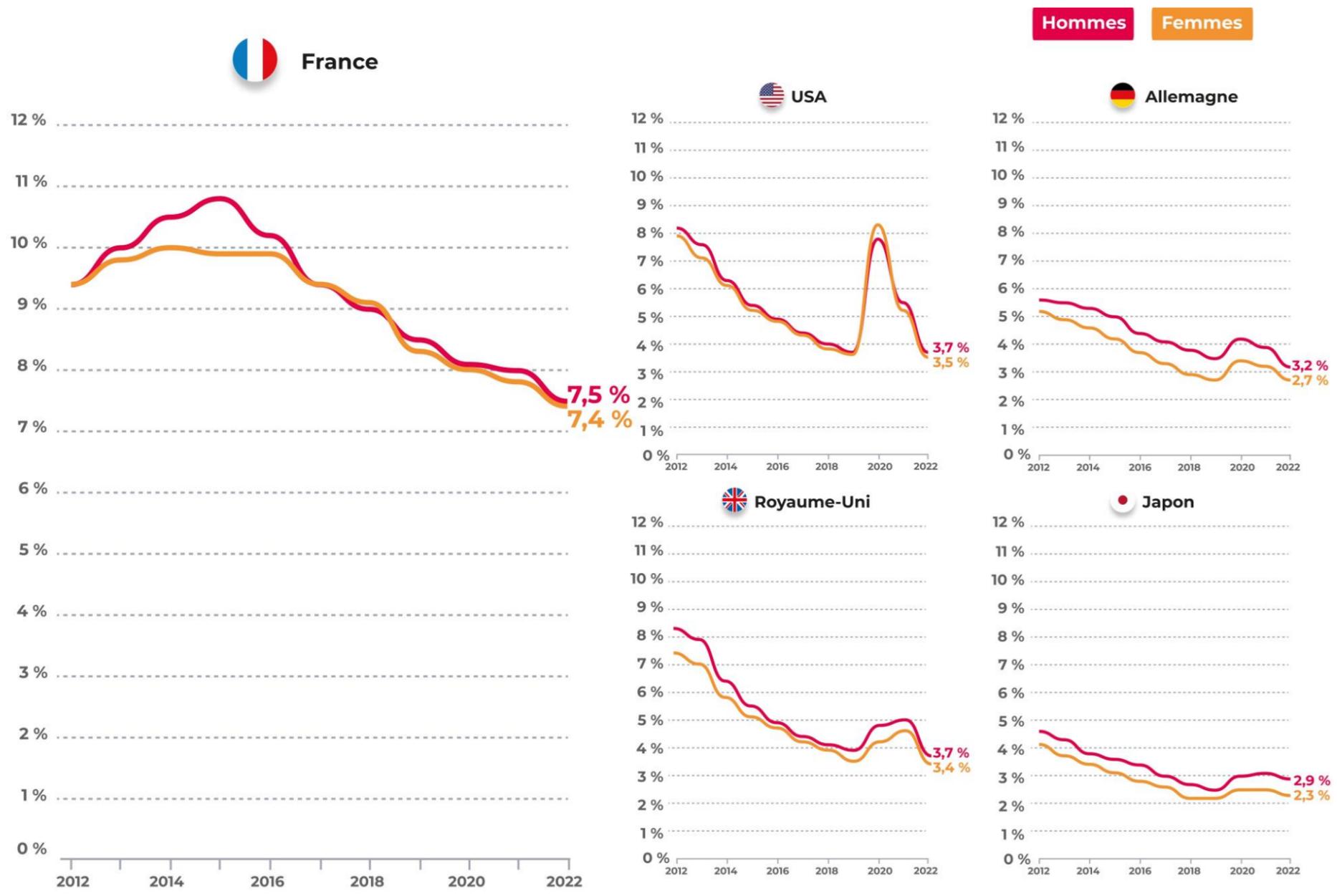
Source : FMI - Taux de chômage, données de 2023

Taux de chômage par âge et par pays



Source : ILOSTAT - Taux de chômage par âge et par pays, données de 2022

Comparaison des taux de chômage des hommes et des femmes par pays



Source : La Banque Mondiale - Chômage, femmes et Chômage, hommes, données de 2022

Niveaux secondaires de la dette de l'Unédic

→ Programme EMTN :

ISIN Code	Coupon (%)	Pricing date	Maturity date	Time to maturity (year)	Outstanding nominal (EUR)	Mid Price	Mid Yield	Spread vs. MS (bp)	Spread vs. OAT (bp)
FR0012537124	0,625	2015-02-09	2025-02-17	0,22	3 000 000 000	99,54	2,84		
FR0013128584	0,625	2016-02-25	2026-03-03	1,26	2 250 000 000	97,80	2,44		21,48
FR0013246873	1,25	2017-03-21	2027-03-28	2,33	3 250 000 000	97,42	2,41	26,32	15,25
FR0013020450	1,25	2015-10-14	2027-10-21	2,89	2 000 000 000	96,67	2,46	34,25	14,18
FR0013369758	0,875	2018-09-26	2028-05-25	3,49	2 000 000 000	94,56	2,53	41,77	12,99
FR0014000667	0	2020-10-08	2028-11-25	3,99	3 000 000 000	90,40	2,57	46,01	11,07
FR0013410008	0,5	2019-03-13	2029-03-20	4,31	2 500 000 000	91,59	2,60	48,63	11,03
FR0013518487	0,25	2020-06-10	2029-11-25	4,99	4 000 000 000	89,09	2,62	50,24	9,45
FR0013489259	0	2020-02-27	2030-03-05	5,27	1 400 000 000	87,19	2,65	53,01	12,47
FR0014000L31	0	2020-11-12	2030-11-19	5,98	2 500 000 000	85,30	2,70	58,09	10,39
FR0014002P50	0,01	2021-03-24	2031-05-25	6,49	3 000 000 000	84,13	2,72	58,63	8,51
FR0014004QY2	0,01	2021-07-20	2031-11-25	6,99	2 000 000 000	82,75	2,76	62,64	8,30
FR0013252228	1,5	2017-04-11	2032-04-20	7,39	2 500 000 000	91,52	2,79	64,36	7,77
FR001400ADP1	1,75	2022-05-10	2032-11-25	7,99	1 000 000 000	92,49	2,81	66,16	3,97
FR001400HQB8	3,125	2023-04-26	2033-04-25	8,41	1 000 000 000	101,91	2,86	70,53	5,85
FR0013336492	1,25	2018-05-23	2033-05-25	8,49	2 000 000 000	88,12	2,85	68,64	4,38
FR0014001ZY9	0,1	2021-02-09	2034-05-25	9,49	3 000 000 000	76,96	2,92	74,14	2,94
FR001400PT61	3,125	2024-04-24	2034-11-25	9,99	1 000 000 000	101,60	2,94	75,14	1,36
FR0013524410	0,25	2020-07-09	2035-07-16	10,63	3 500 000 000	75,55	2,97	77,21	0,08
FR00140045Z3	0,5	2021-06-16	2036-05-25	11,49	2 000 000 000	75,42	3,08	86,68	5,01

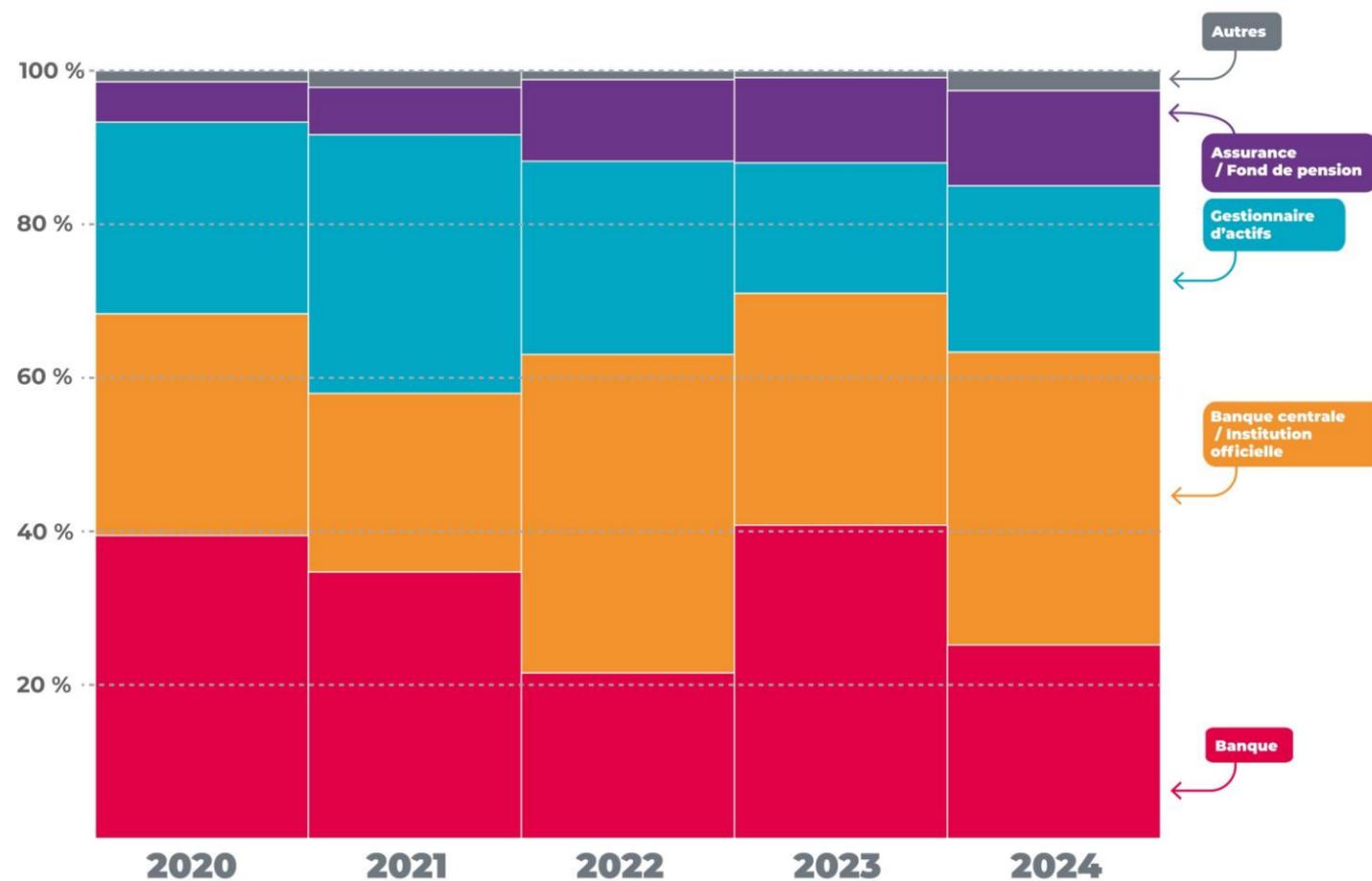
Obligations Sociales

Source : Unédic, au 29 novembre 2024

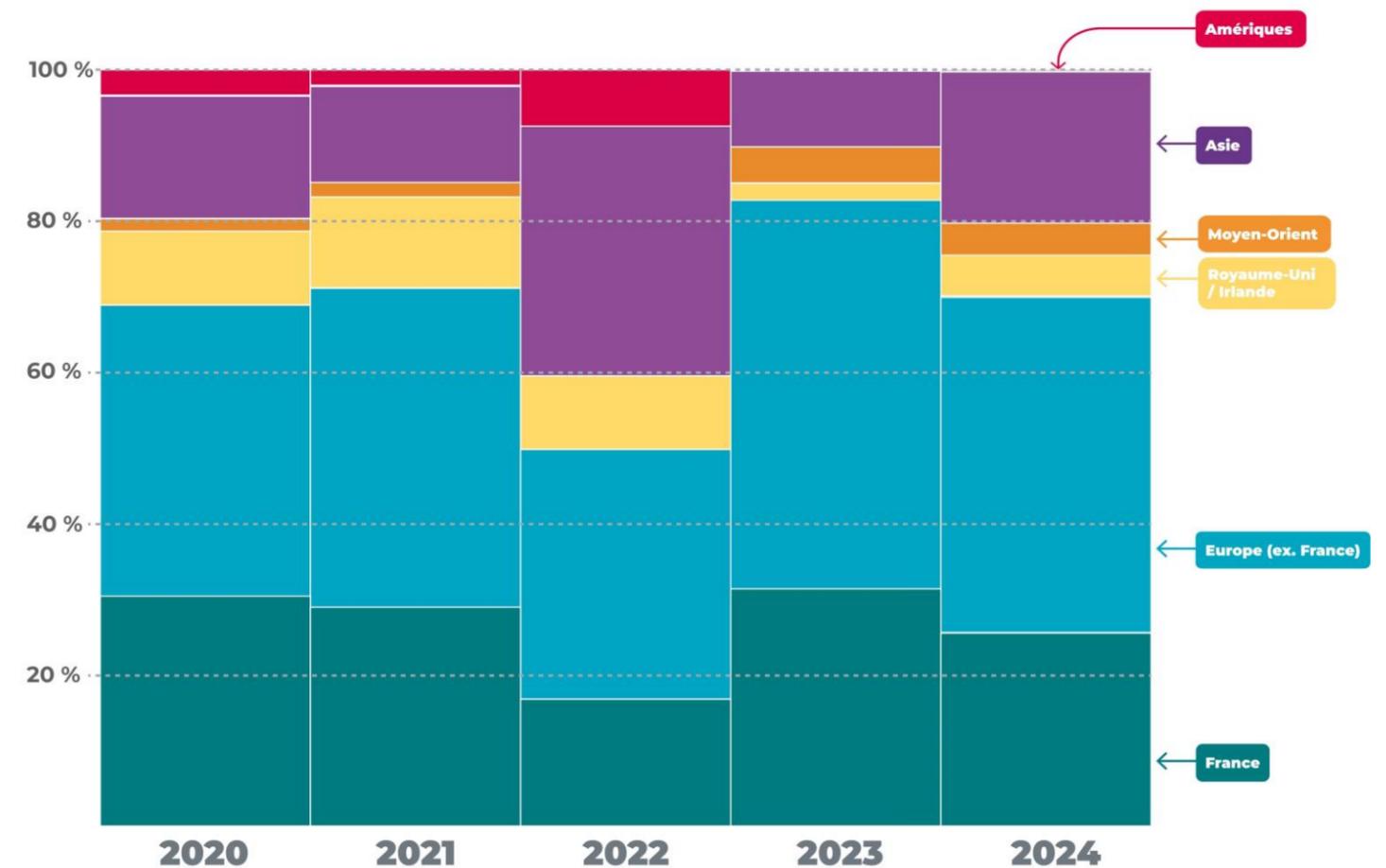
Base investisseurs de l'Unédic : Programmes EMTN & NEU MTN

La présence de l'Unédic sur le marché obligataire depuis plus de 10 ans a conduit à un fort développement et diversification de sa base d'investisseurs internationaux.

Répartition par type d'investisseur



Répartition par zone géographique d'investisseur



Source : Unédic - Carnets d'ordres d'émissions primaires

Analyse et recherche pour améliorer la prise de décision et les programmes

→ Publications issues d'enquêtes et de recherches économétriques de l'Unédic

(par exemple, sur les situations des demandeurs d'emploi en situation de chômage récurrent, les bénéficiaires du chômage actif, l'impact du numérique sur les demandeurs d'emploi, les programmes spécifiques)

→ Comparaisons des systèmes nationaux : points de repère et exemples

→ Ces études visent à établir une évaluation partagée, avant que des décisions ne soient prises



Emploi et décarbonation : panorama des travaux existants
— Mai 2024

↓ **TÉLÉCHARGER**



Recrutement et vie professionnelle : quelle place pour les "soft skills" ?
— Décembre 2023

↓ **TÉLÉCHARGER**



Baromètre de la perception du chômage et de l'emploi
— Décembre 2023

↓ **TÉLÉCHARGER**



Comment l'Assurance chômage soutient les créations d'entreprises
— Décembre 2022

↓ **TÉLÉCHARGER**

Contacts de l'équipe de financement de l'Unédic

→ **Jun DUMOLARD**
Directeur Finances et Comptabilité

→ **Florian RABASSE, CFA**
Sous-Directeur Finances et Trésorerie

→ **Cassandra BAUFLE**
Responsable Trésorerie

→ **Bing SONG**
Trésorière

→ Relation Investisseurs

✉ investors@unedic.fr

→ **Constance CUCHE**
Trésorière

→ Ce document est un projet à des fins de discussion uniquement, il est hautement confidentiel et exclusif et ne doit être transmis à aucune personne autre que son (ses) destinataire(s) d'origine sans l'accord écrit préalable de l'Unédic. Les prix et les marges ne sont donnés qu'à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiés à tout moment en fonction des conditions du marché. Unédic ne saurait être tenu responsable de toute perte financière ou autre conséquence de la mise en œuvre des opérations décrites dans le présent document. L'Autorité des Marchés Financiers lui a accordé son visa sous le numéro 20-184 en date du 7 mai 2020 au titre d'un Prospectus de Base.

→ Le Prospectus de Base est disponible gratuitement au siège social de l'Unédic, 4, rue de Traversière, 75012 Paris, France et sur son site internet www.unedic.org. Vous êtes invité à faire rapport à la section « risques » du Prospectus de Base avant de prendre une décision quant à la mise en œuvre des opérations décrites dans le présent document ou dans le Prospectus de Base. Si vous le souhaitez, vous devez contacter votre conseiller financier, juridique ou fiscal, ou tout autre spécialiste, afin de confirmer que toute décision prise est conforme à votre situation financière personnelle.

→ L'évolution de la réglementation européenne intervenue en juillet 2019 sur les directives Prospectus a supprimé la possibilité pour l'Unédic d'émettre ses documentations financières au format prospectus de base. Depuis le 17 mai 2020, l'ensemble de la documentation juridique de l'Unédic pour le financement du programme est conservé sous forme de Mémoire d'information sans visa de l'Autorité des Marchés Financiers. L'Unédic mettra à jour le Mémoire d'Information avec toutes les informations importantes et significatives relatives à l'Émetteur.



Unédic

<https://www.unedic.org>



Unédic